

Directeurs-Gérants :

F. DE RODAYS
Rédacteur en chef. A. PÉRIER
Administrateur.

SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :

Gaston CALMETTE

TÉLÉPHONE 102.46 Rédaction
102.47 Administration

ANNONCES ET RÉCLAMES

Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESANT

Fondateur

RÉDACTION
ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
26, Rue Drouot, 26 — PARIS

ABONNEMENT

	Trois Mois	Six Mois	Un An
Seine, Seine-et-Oise...	15	30	60
Départements.....	18	35	70
Union Postale.....	21	43	85

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

Aux grinceux de France

J'aime les lecteurs grinceux. Il y a plaisir à travailler pour eux; on est sûr d'éveiller un écho, quoi qu'on écrive. Si l'on dit du mal du gouvernement, ils grognent parce qu'ils le croient. Si l'on en dit du bien, ils grognent parce qu'ils ne le croient pas. Les lignes qui suivent leur sont dédiées; elles n'ont d'autre but que de les faire enrager.

Apprenez, ô les meilleurs des lecteurs, les plus éveillés, les plus vibrants, qu'il existe en Afrique, sur la côte occidentale et non loin de l'équateur, une malheureuse colonie qui est la proie des fonctionnaires. Je n'ose pas vous dire leur chiffre. Vous-mêmes ne pourriez pas me croire, malgré l'envie que vous en auriez. Les seuls plumeux sont vraiment, réellement, à quelques dizaines près, aussi nombreux que « l'armée » de la colonie en question.

J'entends d'ici le chœur des grinceux : « Pauvre colonie ! Nous ne savons que trop à qui elle appartient... » Patience, messieurs; je n'ai pas fini.

Ces plumeux envahissent sont recrutés d'une façon déplorable, en ce sens que le ministère des colonies les prend parmi les milliers de bons jeunes gens, frais émoulus de leurs classes et n'ayant encore rien fait ni rien vu, que dévore le désir « d'avoir une place ». A leur débarquement en Afrique, ce sont autant de corniches qui abattent des noix, et qui plus est, des corniches mécontentes, parce qu'elles ont trop chaud et qu'elles voient trop mourir autour d'elles. La plupart des employés demandent leur changement par l'un des premiers courriers. De toutes façons, ils s'en vont au bout de l'année avec un congé de six mois, et s'arrangent pour ne pas revenir. On se représente l'état des affaires, quel gâchis et quel manque de suite.

« Ce sont des bacheliers ! crient les grinceux : M. Jules Lemaître nous l'avait bien dit. Voilà le résultat du latin. Tous les jeunes gens veulent être fonctionnaires... » Encore un peu de patience, je vous en supplie; nous ne sommes pas au bout des révélations.

Les grands chefs sont pris comme le frelin parmi des hommes qui n'ont aucune expérience ni de l'Afrique, ni des nègres, ni des colonies en général. Il en arrive là-bas qui ont autant de notions sur le pays qu'il faut administrer que Sancho sur l'île de Barataria. L'un d'eux racontait avec bonhomie qu'en apprenant sa nomination il était allé dans une bibliothèque consulter les ouvrages spéciaux, pour tâcher de découvrir « à quoi ça ressemblait » dans sa capitale.

Les résultats sont tels qu'on pouvait s'y attendre. Tout va de travers. On a bâti un palais pour le gouverneur; on l'a mis dans l'endroit le plus malsain, et le plus tôt on l'abandonnera, le mieux cela vaudra. On a construit un pont sans s'apercevoir qu'il menait à un marécage impraticable. Au même moment, une colonie voisine, située sur la même côte et appartenant à la même nation, commençait après de longues et coûteuses études un chemin de fer qui devait lui revenir, d'après les devis officiels, à 125,000 francs le kilomètre; elle s'estimait aujourd'hui trop heureuse de s'en tirer à 400,000 francs.

Les dépenses augmentent tous les ans. Le commerce diminue non moins régulièrement, et les revenus avec lui. L'avenir financier est des plus sombres.

J'ai fait, cette fois. Le lecteur peut s'exclamer à son aise, s'en donner à cœur joie de répéter que « ces choses-là n'arrivent qu'à nous », que « le Français n'est pas colonisateur », et autres clichés chers à son âme de grinceux. Est-ce fini? Avez-vous dit assez de mal de la France? Eh bien! vous êtes tombé à faux. Les colonies dont il s'agit sont anglaises, ANGLAISES, vous avez bien lu, et j'ai pris le tableau de leur fâcheuse situation dans le nouveau volume (I) de miss Kingsley, une autorité pour les choses de l'Afrique. Miss Kingsley est une de ces Anglaises entreprenantes et combatives qui aiment à voir le vaste monde et à en dire leur avis, que personne ne leur demandait. Elle a adopté pour ses explorations la côte ouest de l'Afrique, et elle passe son temps à « s'attraper » avec les journaux anglais à propos de tout ce qu'elle y découvre de peu flatteur pour l'amour-propre national. Tous les établissements britanniques de la côte de Guinée traversent une crise, à l'entendre, pour deux raisons qui nous intéressent également, nous autres Français.

La première tient à leur organisation, qui se rapproche de notre propre système. On sait que la Grande-Bretagne a deux types de colonies, celles qui s'administrent elles-mêmes, comme l'Australie ou le Canada, et celles dites « de la Couronne », qui sont administrées par des fonctionnaires expédiés de Londres. Les colonies de la Guinée sont toutes « de la Couronne » et, chose curieuse, les défauts qu'on leur reproche sont précisément, comme on a pu en juger tout à l'heure, ceux que nous reprochons en France à nos propres colonies. Un système analogue a produit des errements analogues, ce qui est une précieuse indication pour notre ministère des colonies.

La seconde raison nous touche d'encore plus près. Les établissements anglais de la Guinée déprissent parce qu'ils sont enclavés et étranglés par le splendide empire africain que les enfants de la France lui ont donné, presque malgré elle, qui ne s'y est pas toujours suffisamment intéressée, et qui ne saura pas en tirer parti faute « d'esprit commercial », affirme miss Kingsley. Cette dernière est profondément convaincue de l'absence complète

d'esprit commercial dans la nation française. Elle en rend grâce au ciel, car il paraît que si nous en avions un seul atome, en ce moment, nous « mettrions dans notre poche tout le commerce de l'Afrique occidentale, du Sénégal à Lagos ». C'est toujours bon à savoir.

Nous sommes de mauvais marchands, mais nous avons des hommes; c'est toujours miss Kingsley qui parle. Il faut lire dans son volume le chapitre sur cet admirable Faidherbe qui avait deviné en 1854 le partage de l'Afrique et qui écrivait « prophétiquement » : « Notre possession de la côte ouest... est peut-être celle de toutes nos colonies qui a le plus grand avenir. » Il était enthousiaste, mais plein de sens. Son œuvre africaine est d'un grand esprit et d'un esprit pratique; elle a préparé tout ce qui a suivi et qui est si magnifique : le Sénégal est une grande chose en soi, et une grande chose pour la France, qui est arrivée par lui à la domination du Soudan occidental.

Après Faidherbe, ses successeurs ont fait beaucoup de bêtises, « financières et commercialement », mais les hommes n'ont jamais manqué pour la partie héroïque de l'entreprise. Nos explorateurs ont tracé sur le sol du Soudan « l'une des plus grandes pages de tous les efforts européens en Afrique ».

Miss Kingsley, qui est du métier, avoue qu'elle ne peut pas lire sans des « trépassements de plaisir » les articles fulminants où les journaux anglais annoncent périodiquement qu'on vient encore de découvrir un de ces misérables explorateurs français dans un fond de désert où il n'avait pas le droit d'aller. En sa qualité de confrère, elle jubile en se représentant la tête du respectable Anglais, ou du respectable Allemand, qui arrive dans ce fond de désert, se croyant chez lui, et qui découvre tout à coup dans le paysage un drapeau tricolore et quatre piochons. Elle est cœur et âme avec le chef des quatre piochons quand ce petit bout de Français répond aux objections du « légitime propriétaire » par une lettre, très bien tournée, où « il le traite de fibustier et d'assassin et le menace de l'exterminer ». Les sympathies professionnelles de miss Kingsley l'emportent sur son patriotisme; il n'y a pas à dire, l'ouvrage des Français est du bon ouvrage.

La conclusion est nette : « Au point de vue national, l'honneur que s'acquiert la France dans l'Afrique occidentale est notre honte; commercialement, sa présence est notre ruine ».

Nous sommes dénués « d'esprit commercial », et nous tuons cependant le commerce britannique de la Guinée, parce que nous avons agi humainement et politiquement. Nous avons été « braves et patients » avec les indigènes; notre influence sur eux a été bonne. Nous sommes récompensés par cette chose immense : la pacification du Soudan occidental. Les routes commerciales se déplacent à notre profit. Une moisson superbe a été semée et n'attend plus que les moissonneurs. Miss Kingsley assure qu'ils ne viendront jamais et que nous laisserons tout perdre. Je ne sais rien. Sommes-nous vraiment si bêtes en affaires?

Un autre écrivain anglais nous disait l'autre jour : « Il n'y a pas de colons-nés, ni d'industriels-nés; il y a des gens qui apprennent leur métier. » L'Allemagne est de cet avis. Elle a appris sous nos yeux, depuis vingt ans, la colonisation, le commerce et l'industrie, et elle donnera le pion à l'Angleterre avant qu'il soit longtemps. Si tous les grinceux de France, au lieu de dire tant de paroles inutiles, injustes et décourageantes, venaient bien s'atteler à cette idée si simple, qu'on apprend son métier, et que cela ne se devine pas, ils auraient rendu au pays un service incalculable. Il est impossible de lire ce que les étrangers, bienveillants ou non, écrivent sur nous, sans avoir l'impression que c'est pour la France la question de vie ou de mort : apprendre ce qui nous manque, renoncer enfin à l'idée funeste qu'avec des inspirations, on se tire toujours de la quinquillerie ou de l'épicerie.

Arrivé Barine

Échos

La Température

Hier, détestable journée : la pluie, le froid, le vent, la neige, tout ce qui constitue une rude journée d'hiver, rien n'y a manqué. Cependant, le baromètre a une tendance à la hausse; mais rien encore de bien certain pour nous faire espérer une amélioration dans cet état presque général de l'atmosphère. La température s'est abaissée; dans la matinée, le thermomètre indiquait 9° au-dessus de zéro et 10° 1/2 à trois heures de l'après-midi; on notait 16° à Alger. En France, les averse et quelques tombées de neige restent probables. Dans la soirée, le baromètre se tenait à 760mm après avoir indiqué 756mm pendant le jour.

Les Courses

A 2 heures, Courses au Bois de Boulogne. — Gagnants de Robert Milton : Prix de Boulogne : Audace. Prix Blangy : Amande. Prix Hocquart : Perth. Prix de la Seine : Nevers II. 41^e Prix Biennal 1898-99 : Gardefeu. Prix Vanteaux : Cyclopoë.

CONCOURS HIPPIQUE

A 2 heures : Musique. — A 2 heures 1/2 : Sauts d'obstacles. Handicap. Gentlemen.

LES SECRETS

M. le ministre de la guerre a dû boire du lait en lisant hier matin la déposition de M. le commandant Hartmann. Le

commandant, qu'une feuille du soir, bien connue par son amour tapageur pour l'armée, appelle tranquillement l'avocat de la trahison, sans d'ailleurs publier son témoignage, a soutenu devant la Cour de cassation la thèse développée par M. de Freycinet devant la Chambre, à savoir qu'il n'y a qu'exagération et mystification dans la plupart des histoires de secrets militaires.

Il ne s'agit plus ici de l'affaire Dreyfus, de savoir si Dreyfus est coupable ou non. La question est plus haute. Il s'agit de savoir si on agit prudemment en laissant ce peuple, qui est une armée, se persuader qu'il est entouré de traîtres, d'espions, et que ses secrets, secrets qu'il ignore, sont vendus.

Nous sommes quelques-uns qui pensons qu'on a tort d'entretenir parmi nous l'esprit de la garde nationale, et qu'on pourrait le payer cher un jour. Nous sommes quelques-uns, et le ministre de la guerre semble des nôtres, qui pensons que c'est faire une œuvre reconfortante et patriotique que de montrer l'infinité de ces prétendus secrets qu'on découvre tout imprimés, quand on veut se donner la peine de regarder la devanture d'une librairie militaire.

Que de fois déjà ai-je demandé qu'on me montrât, dans l'histoire de nos guerres, la moindre bataille, le moindre combat, l'avant-garde perdue ou gagnée à la suite d'un espionnage ou d'une livraison de secrets, en temps de paix bien entendu! On n'a pas pu m'en indiquer un.

En 1864, par exemple, les Autrichiens et les Prussiens ont combattu côte à côte dans les Duchés. Les Prussiens possédaient déjà le fameux fusil à aiguille. Les Autrichiens ne l'ont pas même vu. Et, deux ans après, ils étaient décimés par ce fusil!

Il ne faut jamais rien affirmer d'absolu dans les choses humaines; mais on peut dire que toutes ces histoires d'inventions foudroyantes, de découvertes tenues secrètes n'ont jamais donné la victoire à personne. Le canon lui-même, la première fois qu'il parut sur les champs de bataille, à Crécy, n'aurait pas fixé la victoire sans la tactique singulière qui consista à faire charger les fantassins français par leur propre cavalerie.

Le guerrier porte en lui son arme véritable. C'est son cœur. Les paysans de Stofflet prirent les canons des Bleus à coups de bâton. On ne trouverait jamais mieux, je crois, comme dissemblance d'armement.

A cette heure, la véritable science de la victoire consiste à obtenir des hommes, non pas qu'ils utilisent les ressources des machines d'horlogerie qu'on leur confie, mais qu'ils restent plus longtemps que l'ennemi dans des endroits où les morceaux de fer passent sans crier gare.

Or, cela s'obtient avec des chefs qui savent inspirer confiance, avec un courant rapide d'idéal et d'entrain patriotiques, et non avec des jérémiades et des histoires de croquemitaine pendant la paix, et qui dégénèrent trop facilement en sauterie pour pendant la guerre.

Vraiment, on ne dirait guère en lisant nos feuilles et en écoutant nos conversations toutes pleines d'anecdotes déprimantes, que nos arrière-grands-pères chantaient en partant pour la bataille : « Nous ne craignons rien. Si le ciel tombait sur nos têtes, nous le soutiendrions du fer de nos lances. » — J. GONÉLY.

A Travers Paris

Nous avions annoncé, hier, que le cercle de l'Épanté, dont le commandant Esterhazy était, comme on sait, un des membres les plus assidus — c'était même, croyons-nous, le seul cercle de Paris dont il fit partie, — aurait prochainement se prononcer, par l'intermédiaire de son Comité, sur la question de savoir si M. Esterhazy devait être ou non maintenu sur l'Annuaire du cercle.

Le Temps s'est informé, à l'Épanté, où l'on a fait à notre confrère les déclarations suivantes :

— M. Esterhazy ne fait plus partie du cercle depuis un an environ.

Mais sa radiation s'est faite en quelque sorte automatiquement, en vertu même des règlements, et sans que la question ait été posée et discutée en Comité.

Un officier, en effet, lorsqu'il quitte la garnison de Paris, doit se faire mettre en « cotisations », soit, tout en ne payant pas ses cotisations, rester membre du cercle, et le renouvellement du congé doit être demandé chaque année.

Or M. Esterhazy n'a pas fait renouveler son congé, et comme il n'a été rayé tout naturellement, sans autre incident.

Il est impossible qu'il n'y ait pas là un malentendu et que le Temps ne se soit pas mépris sur les explications qui lui ont été données à l'Épanté. Il semblerait en résulter, autrement, que si le commandant Esterhazy avait continué à payer ses cotisations, il serait encore membre du cercle.

Nous préférons le renseignement qui nous avait été fourni à nous-mêmes, et d'après lequel le Comité de l'Épanté, justement ému d'appréhender que le papier à en-tête du cercle se promenait dans les scellés de la Chambre criminelle, songeait à aviser aux moyens de régler d'une façon officielle, et non pas « automatique », la situation du commandant Esterhazy vis-à-vis du cercle de l'Épanté.

Dans la basilique du Sacré-Cœur, on vient de sceller à l'un des panneaux latéraux de la chapelle de Saint-Ladre un haut-relief en marbre, à la mémoire de Louis Veuillot.

Le buste de l'écrivain se détache en avant, sur un piédestal où on lit cette inscription : *J'ai cru, je vois.* A gauche, la Foi, sous les traits d'une Carmélite agenouillée et portant la croix; à droite, la Force, symbolisée par une femme ar-

mée qui vient de terrasser le génie du Mal agonisant sous la pointe de son bouclier, entouré de ce piédestal. Dans le fond apparaissent, en bas-relief, les silhouettes de Saint-Pierre de Rome et de Notre-Dame de Paris.

L'inauguration de ce monument, œuvre du sculpteur Fagel, devait avoir lieu jeudi prochain, mais elle a été ajournée pour permettre à Mgr Azael, évêque de Digne et ami de Louis Veuillot, de présider la cérémonie.

INSTANTANÉ

M. VICTOR FABRE

On a, d'ordinaire, vingt-quatre heures pour maudire ses juges. Il nous sera permis de faire exception à cette règle, et de parler, sans la moindre rancune, de M. Victor Fabre, l'honorable président de la 1^{re} Chambre, qui a été appelé hier à juger notre procès.

M. Victor Fabre a quarante-sept ans. Il est né à Aix en Provence, vieille ville bascochienne, la seule distraction qu'on ait eue de faire son droit. M. Fabre y fréquentait à la fois la Faculté de droit et la Faculté des lettres, et dans la même année, il enlevait haut la main ses deux licences.

Il aurait donc pu être, à son choix, professeur ou magistrat; il opta pour la magistrature, et fut nommé, le 22 mars 1879, substitut à Digne, puis successivement substitut à Aix, procureur à Draguignan, avocat général à Aix, juge et vice-président au Tribunal de la Seine.

Physionomie intelligente et très ouverte; l'œil vif, la barbe en pointe, grisonnante. A laissé d'excellents souvenirs partout où il a passé. Il n'aurait même tenu qu'à lui d'être député de l'arrondissement d'Aix, où on lui avait offert, notamment, la succession de M. Leydet. M. Fabre a préféré rester dans la magistrature, où il occupe déjà une situation très enviable et où il a brillamment réussi.

La preuve en est que les gens même qui condamne ne lui en veulent pas. Il est vrai que nous ayons si bon caractère au Figaro, et qu'ayant le bon bout pour nous, nous aurions tellement tort de nous fâcher!...

Beaucoup de monde pour visiter, à l'atelier de M. Steinheil, neveu de M. Meissonnier, un fort joli portrait de M. Paul Caillaud, en habit rouge uniforme de vénerie, descendant son escalier des Bordes; habit rouge ou tentures rouges, il y avait là à vaincre une difficulté dont le peintre s'est tiré à merveille en s'inspirant de la belle facture de son oncle. Reconnu parmi les visiteurs : les généraux Duchesne, Caillaud, Guérrier, commandant Legrand, marquis de Vi-braye, comte de Goulaine, vicomte de Rochas d'Aigun, marquis de Saint-Paul, etc., etc.

C'est demain que s'ouvre à l'Hôtel Drouot l'exposition particulière des tableaux modernes et des aquarelles qui constituent la très belle collection de feu M. Alfred Hartmann, Français, Eug. Lami, Isabey, Jacquemart, Bida, Madeleine Lemaire, Zuber s'y rencontrent en des œuvres nombreuses, de tout premier ordre. Mais l'éclatisme de M. Hartmann, éclairé par Français, était trop ouvert pour que d'autres artistes n'eussent pas attiré son attention; aussi sa collection compte-t-elle également des œuvres de haut goût signées : Bouguereau, J. L. Brown, Cazin, Chaplin, Eug. Delacroix, Fortuny, Lessi, Meissonnier, Gustave Moreau, de Neuville, Ziem, L. Leloir, etc.

Mercredi, première vacation.

Le jury de sculpture du Salon de 1899 se réunira demain à la galerie des Machines.

En deux jours, il pourra accomplir son œuvre, car si les envois de peinture ont été plus nombreux que jamais cette année; par contre, les sculpteurs paraissent s'être réservés pour l'Exposition universelle.

Il n'est pas arrivé, en effet, plus de huit cent cinquante-deux ouvrages de sculpture pour le Salon de cette année, et si de ce chiffre on déduit deux cent quatre-vingt-dix-huit bustes, soixante-cinq statuettes et environ trois cents médaillons, on trouve que le jury n'aura pas deux cents pièces de résistance à se méférer sous la dent.

C'est la grève des « boulots »! Il est vrai qu'on peut compter pour meubler les jardins de la galerie des Machines sur trois cent cinquante hors-concours.

En tout cas, ceux qui seront refusés à la sculpture cette année sauront pourquoi!

Les Grands Sanctuaires de la Vierge en France est un superbe ouvrage d'art qui vient de paraître à la librairie Mame. 350 gravures reproduites par un admirable procédé qui donne l'illusion de l'eau-forte rendent avec une surprenante netteté les vues intérieures et extérieures des Sanctuaires que la foi de nos pères et l'art moderne ont élevés au culte de la Vierge.

Ce livre, tiré à un petit nombre d'exemplaires, est une grande et belle œuvre artistique.

Notre collaborateur M. Julien de Narfont vient de publier, à la librairie Juven, sous ce titre : *Léon XIII intime*, un livre d'une intéressante actualité, puisque ce livre paraît précisément à l'heure où le monde catholique tout entier a les yeux fixés vers l'illustre Pontife, et où, dans les cercles politiques et diplomatiques, s'agit, prématurément, il est permis de l'espérer, la grave question du futur concave.

On trouvera dans *Léon XIII intime*, outre le récit anecdotique de l'enfance et de la jeunesse du Pape, les détails les plus curieux sur sa vie intime au Vatican et sur la Cour romaine.

Certains chapitres, ceux notamment où l'auteur parle de l'attitude si personnelle de Léon XIII vis-à-vis de la presse, de la politique du Saint-Père, de l'américanisme, etc., sont peut-être de nature à

soulever quelques controverses. Mais, là comme ailleurs, notre collaborateur a su concilier la juste indépendance de l'écrivain dans l'appréciation des faits avec la nécessaire soumission du catholique aux enseignements du Saint-Siège.

Nouvelles à la Main

Très au courant de l'actualité théâtrale, cet imprésario de la foire au pain d'épice qui vient de remplacer le long boniment consacré au phénomène exhibé dans sa baraque — « Venez voir la princesse Parvula, la plus petite femme du monde, etc. » — par cette formule simple mais expressive :
Plus que naïve!

Entre pédaleurs :
— Quel triomphe pour le cyclisme! La première inauguration de M. Loubet aura été celle d'une piste vélocipédique.
— C'était fatal, à Montélimar, un Vélo... Drôme!

Le Masque de Fer.

LE

DOSSIER DE L'ENQUÊTE

DE LA

COUR DE CASSATION

(SUITE)

Déposition du général Mercier

SÉANCE DU 8 NOVEMBRE 1898

Le président. — Vous savez, général, que la Cour est saisie d'une demande en révision du jugement de condamnation concernant l'ex-capitaine Dreyfus, et que cette demande repose sur deux moyens, l'un tiré de l'aveu fait par le colonel Henry d'avoir lui-même fabriqué, en 1895, une fausse dépêche accusatrice pour Dreyfus, et de son suicide après cet aveu; l'autre fondé sur la contradiction de deux expertises suivies dans les affaires Dreyfus et Esterhazy.

D'après la requête de M. le Procureur général, ces deux faits seraient de nature à invalider les charges que la poursuite avait fondées sur le bordereau, base de l'accusation dirigée contre Dreyfus, et à faire suspecter la sincérité du témoignage produit par le colonel Henry devant le Conseil de guerre.

L'origine du bordereau et son attribution à Dreyfus devenant ainsi douteuses, il en résulterait une grave présomption d'innocence en sa faveur, présomption qui devrait entraîner la révision, à défaut d'autres preuves de sa culpabilité.

Le général Mercier. — Au mois d'avril 1894, le ministère reçoit d'une personne que je ne désire pas nommer (la même que celle dont a parlé M. Cavaignac), une pièce portant les mots : « Ce canaille de D... » Elle révélait qu'il y avait des fuites au ministère, et que notamment l'un avait communiqué les plans de la place de Nice. On fait des recherches pour en découvrir l'auteur et l'on ne trouve rien. Peu de temps après, un autre renseignement porte que c'est dans l'état-major qu'il faut chercher, et surtout au 2^e bureau. Au mois de septembre arrive la pièce dite le bordereau, qui permettait, par sa nature et ses indications, de préciser les recherches.

On pense d'abord que les communications émanent de la Direction d'artillerie. On ne trouve rien de ce côté. Mais comme il y avait également des indications de pièces pouvant provenir d'autres bureaux, on songea à chercher du côté de l'état-major général. Dans tout cela il n'y avait aucune préméditation contre une personne déterminée ni aucune préoccupation de race.

Dans ce bordereau, il était question d'un Manuel de tir qui avait été envoyé en différentes séries, d'abord aux troupes, puis à l'état-major. Le petit nombre des exemplaires envoyés à ce dernier n'en permit qu'une distribution très restreinte et tardive aux stagiaires. Comme l'auteur du bordereau insistait sur la difficulté d'avoir ce document, on pensa que ce pouvait être un stagiaire qui écrivait. C'est alors seulement que l'on a songé aux stagiaires et que l'on a fait des recherches sur leurs écritures.

Le bordereau avait été apporté par une personne employée à l'extérieur par le bureau des renseignements, jouissant d'une confiance exceptionnelle, et qui nous avait rendu déjà les plus grands services. Il avait été remis, je crois, au colonel Henry, qui l'a donné au colonel Sandherr, par qui il est arrivé au général Gonne, au général de Boisdeffre et enfin à moi.

A ce moment, le colonel Henry ne connaissait pas Dreyfus. Il fallait agir assez vite pour arrêter les révélations.

Le général de Boisdeffre m'a apporté les pièces de comparaison. J'ai été frappé de la ressemblance de l'écriture de Dreyfus avec celle du bordereau. J'ai cru devoir faire part immédiatement de cette constatation à M. le Président de la République et à M. Dupuy, président du Conseil, qui ont approuvé ma proposition de faire une enquête. Je commençai par une expertise d'écritures et je fis venir M. Gobert.

La première impression de M. Gobert a été qu'il y avait une ressemblance complète entre l'écriture du bordereau et celle de la pièce de comparaison. Il part pour étudier l'affaire plus complètement; mais il tarde à donner son rapport. Quand je le lui fais réclamer, il

Voit le Figaro des 31 mars, 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 avril, donnant le dossier de l'enquête de la Cour de cassation.

questionne, demande quel est l'auteur du bordereau. On refuse de lui en donner le nom, et il finit par donner un rapport neutre, c'est-à-dire que « le bordereau peut être de la personne soupçonnée comme il peut être d'une autre personne ».

C'est alors que l'on recourut à M. Bertillon, sur l'indication du ministre de l'Intérieur.

M. Bertillon déclara qu'il y avait identité entre le bordereau et les pièces de comparaison. Comme il ne s'agissait pas d'un fait de livraison de document accidentel, mais que le bordereau révélait un service de trahison organisé, il fallait agir vite, et je donnai l'ordre d'arrestation le 14 octobre.

Le général de Boisdeffre désigna, en même temps, M. le commandant du Paty de Clam pour procéder à l'enquête préliminaire. Je demandai en même temps que M. du Paty de Clam fût assisté par M. Cochefert, chef de la Sûreté, dont l'expérience m'inspirait toute confiance.

Le commandant du Paty de Clam commença ses opérations en dictant à Dreyfus un écrit commençant par des paroles insignifiantes et arrivant peu à peu à reproduire des énonciations du bordereau. A ce moment, il se manifesta chez Dreyfus un trouble évident qui parut au commandant du Paty de Clam et à M. Cochefert, suffisamment accusateur pour motiver son arrestation. Avant même de faire conduire Dreyfus à la prison du Cherche-Midi, je vis M. Cochefert qui me déclara que, pour lui, l'attitude de Dreyfus avait été celle d'un coupable.

Dreyfus fut conduit discrètement à la prison. Une perquisition fut opérée à son domicile, avec recommandation à Mme Dreyfus de garder le silence, et, effectivement, ce ne fut qu'au bout de 15 jours que la presse en parla.

Le président. — Pourriez-vous donner à la Cour le nom de la personne qui a apporté au ministère la pièce portant les mots : « Ce canaille de D... », personne qui serait la même que celle dont a parlé M. Cavaignac dans son discours à la Chambre, et qui, plus tard, aurait également apporté le bordereau?

Le général Mercier. — Je ne crois pas devoir donner ce nom. Je craindrais de désorganiser un service important du ministère, qui intéresse la sécurité de l'Etat. Il appartient à M. le ministre de la guerre de le donner, s'il pense pouvoir le faire.

Le président. — Pouvez-vous, au moins, nous indiquer quelle est la personne qui a fait connaître au ministère que c'était dans l'état-major, et surtout au 2^e bureau, qu'il fallait chercher l'auteur des indiscrétions commises?

Le général Mercier. — Je ne le puis pas davantage, et pour la même raison.

Le témoin continue :

Le bordereau contient divers documents qui permettent de lui assigner une date. Ainsi, la note sur les nouvelles formations de l'artillerie concerne, évidemment, la formation adoptée à la suite de la loi qui a fait passer les pontonniers de l'artillerie au génie; or, cette loi a été promulguée le 20 juin 1894. Donc, le bordereau lui est postérieur d'au moins quinze jours. La mention de la note sur Madagascar permet de lui assigner une date plus précise encore : une Commission, formée de membres délégués par quatre ministères, avait été chargée d'étudier cette question; son rapport n'a été terminé que vers le 20 août. D'après cela, le bordereau serait de la seconde quinzaine du mois d'août. Je crois que le commandant d'Ormescheville, dans son rapport à lui, s'est trompé en assignant une autre date au bordereau. Le travail de la Commission sur Madagascar ne pouvait être connu qu'à l'état-major alors.

Le canon de 120 et le frein hydropneumatique avaient été essayés, deux ou trois ans auparavant, à Bourges. Dreyfus, à ce moment à Bourges, a dû en avoir connaissance. Lefèvre venait d'être adopté en 1894, et il y avait intérêt à celui qui trahissait de le faire connaître à l'étranger.

sentimental de savoir ce qu'il avait livré, au point de vue du remaniement du plan de mobilisation dont on s'occupait alors.

Cependant, il est un fait intéressant à rapporter. Pendant tous les débats, on n'avait jamais parlé des relations de Dreyfus avec les attachés militaires étrangers; on n'y avait fait que de vagues allusions. Cependant, au cours de son entrevue avec le commandant du Paty, Dreyfus eut une explosion de colère et s'écria : « Ces deux attachés militaires, je leur voudrais, à chacun, planter un poignard dans la gorge ! » — « De qui parlez-vous ? dit le commandant. — De ceux de la Triple. » — « Mais il y en a trois ? » — « Est-ce que l'Autriche compte ? » Le commandant du Paty me rendit immédiatement compte de cet incident.

Puis, vinrent les aveux de Dreyfus au capitaine Lebrun-Renaud. Les journaux en parlèrent de suite. Je fis mander Lebrun-Renaud auprès de moi, et il me fut amené par le général Goussier.

Lebrun-Renaud me déclara avoir entendu Dreyfus dire : « Si j'ai livré des documents à l'étranger, c'était pour en obtenir de plus importants. » Je lui donnai l'ordre d'aller rapporter ce propos au Président de la République et au président du Conseil.

Quand le capitaine Lebrun-Renaud était rentré à la caserne, à la suite de la dégradation, il avait révélé au mess, à quelques camarades, ce qu'il avait entendu. Les propos vinrent aux oreilles du colonel Risbourg, qui lui ordonna de se taire.

Le président. — Pourquoi n'avez-vous pas dressé procès-verbal de cette déclaration ?

Le général Mercier. — C'était une affaire terminée; on ne pouvait pas prévoir que toute une race se solidariserait plus tard avec Dreyfus ! D'ailleurs, une feuille du carnet de Lebrun-Renaud pourra témoigner des propos tenus.

Le président. — La lettre du général Goussier, du lendemain 6 janvier, prête à Dreyfus des propos un peu différents. Il aurait dit : « Le ministre sait que je suis innocent; il me l'a fait dire par le Paty. Il sait que j'ai livré des documents, c'était pour en avoir de meilleurs. »

Le général Mercier. — Le capitaine Lebrun-Renaud pourra préciser les paroles qui ont été prononcées. L'entrevue entre le Paty et Dreyfus a été suivie d'une lettre que Dreyfus m'a adressée, le 1^{er} janvier, et qui a été reproduite par les journaux. Il y affirme son innocence, mais ne me fait pas dire que « je sais qu'il est innocent ».

Le président. — Ne pourrait-on pas interpréter l'aveu de Dreyfus comme s'appliquant à un simple acte d'amorçage ?

Le général Mercier. — Jamais aucun de nos officiers ne s'est livré à l'espionnage et n'a fait acte d'amorçage. Je proteste énergiquement contre cette supposition !

Le président. — En admettant, par hypothèse, que Dreyfus eût pu vouloir faire un acte d'amorçage, aurait-il pu s'y livrer sans ordre ?

Le général Mercier. — Jamais une opération de ce genre n'aurait été autorisée au ministère !

Le témoin continue :

Je puis citer d'autres indices de la culpabilité de Dreyfus. Lors des témoignages devant le Conseil de guerre, on a parlé de l'esprit d'investigation exagérée de Dreyfus. Le général Vanson, étant chargé d'un voyage d'état-major, a fait au ministère une conférence à laquelle assistait Dreyfus. Il a déployé devant ses auditeurs un plan de concentration, avec recommandation de ne pas prendre de notes. Cependant, en se retournant, il vit Dreyfus qui en prenait, et il l'obligea à les détruire immédiatement.

En 1891, Dreyfus était à l'Ecole de pyrotechnie, à Bourges; on y faisait des essais sur le canon de 120 à frein hydro-pneumatique et des expériences sur un nouvel obus, dit obus Robin.

Quelques mois après, on apprend que l'Allemagne a mis en usage un shrapnell qui rappelle l'obus Robin, lequel n'était pas encore adopté chez nous. On fit une enquête, et le capitaine Rémusat déclara que Dreyfus lui avait écrit pour lui demander des renseignements complémentaires sur l'obus, renseignements désirés par un professeur d'artillerie de l'Ecole de guerre. Or, aucun professeur n'avait demandé ce renseignement à Dreyfus, ainsi que l'enquête l'établit.

Au procès Zola, M. Havet a signalé dans son témoignage la première phrase du bordereau comme incorrecte, en disant que Dreyfus, qui avait reçu de l'instruction, ne l'aurait pas employée; or, dans une lettre privée, mais publiée par les journaux, la construction « sans nouvelles » se retrouve en entier.

Il existe au ministère de la guerre un dossier diplomatique renfermant de nombreuses pièces dont la plupart appartiennent à une nouvelle présomption de culpabilité. L'une d'elles contient, en toutes lettres, le nom de Dreyfus et affirme sa culpabilité. Ce document émane d'une personnalité indiscutable; elle n'a pas été faite pour les besoins de la cause, car on n'y parle qu'incidemment de Dreyfus. Elle est, d'ailleurs, postérieure au faux commis par Henry.

Le président. — Les faits que vous venez de rapporter ont-ils été soumis au Conseil de guerre ?

Le général Mercier. — Je l'ignore.

Le président. — N'y a-t-il pas d'autres faits ou documents, étrangers à la procédure judiciaire, qui auraient été soumis au Conseil de guerre avant la condamnation et en dehors de l'accusé ?

Le général Mercier. — Je ne crois pas avoir à m'expliquer sur ce point; la demande en révision est limitée aux moyens tirés de faux commis par Henry et de la contradiction des expertises, et c'est seulement que M. le garde des sceaux n'a point relevé la communication qui aurait été faite de pièces secrètes, malgré la demande que lui en avait adressée Mme Dreyfus.

Le président. — La Cour de cassation a mission d'arriver à la manifestation complète de la vérité. Si elle admettait les moyens de révision, elle ferait disparaître certains éléments de culpabilité;

mais il pourrait en exister d'autres de nature à la déterminer à rejeter la demande, et c'est sur ces autres éléments qu'elle doit être éclairée et savoir s'ils ont été soumis au Conseil de guerre ?

Le général Mercier. — Je persiste dans ma déclaration. Je ne crois pas que la Cour de cassation ait à s'occuper de cette question.

Le président. — M. Cavaignac, dans son discours, a cité deux pièces dans lesquelles figure l'initiale D; ces pièces, qu'il applique à Dreyfus, ont-elles figuré dans la procédure judiciaire ?

Le général Mercier. — Non.

Le président. — Ces pièces ont-elles été soumises au Conseil de guerre ?

Le général Mercier. — Je ne puis pas vous répondre par le même motif que j'ai donné.

Le président. — Quels renseignements pourriez-vous nous donner sur l'affaire Esterhazy ? Et sur la contradiction des expertises ?

Le général Mercier. — Immédiatement après la condamnation de Dreyfus, il s'est ouvert une campagne pour lui substituer un autre coupable. On a fait la recherche de personnes portant le nom de D... et en ce qui me concerne, je puis vous citer l'incident suivant : J'avais connu à X... une famille dont le nom commence ainsi; j'y avais été invité et devais m'y rendre quand le chef du cabinet du ministre de la guerre vint me prévenir que D... était soupçonné de trahison; le renseignement était complètement inexact. C'était en mai 1895.

Une autre piste a été suivie en ce qui concerne le commandant Donin de Rosière; puis, on arrive à la piste Esterhazy. Il est absolument impossible qu'Esterhazy soit l'auteur du bordereau, même s'il l'avait écrit; il ne pouvait, en effet, connaître les documents qui avaient été livrés.

Le général Roget a fait un travail à cet égard et il pourra vous en donner la démonstration.

Je me suis préoccupé de la question de savoir si le faux Henry a pu induire sur le jugement d'Esterhazy; je me suis renseigné auprès du général de Luxer (président du Conseil de guerre) qui m'a dit que ce faux n'avait point figuré dans le dossier et que les juges n'en avaient pas eu connaissance.

Réponse sur question posée : Je suis convaincu, autant que jamais et malgré les deux faits nouveaux dont est saisie la Cour de cassation, de la culpabilité de Dreyfus. Je ne connais de l'affaire Esterhazy que ce que j'en ai dit.

La lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : Général MERCIER.

Déposition du général Billot

SEANCE DU 8 NOVEMBRE 1898

Le président. — La demande de révision du procès Dreyfus, visant des faits nouveaux de nature à établir l'innocence du condamné, elle devrait être rejetée si, à côté des preuves invalidées par ces faits nouveaux, il en existait d'autres démonstratifs de la culpabilité de Dreyfus et restés debout. Je suis donc obligé de vous demander quelle est la cause de la conviction de cette culpabilité que vous avez affirmée notamment dans des discours prononcés au Parlement en 1896 et 1897 ?

Le général Billot. — J'ai affirmé l'autorité de la chose jugée. Dreyfus avait été jugé et condamné légalement et son pourvoi en révision rejeté à l'unanimité; en ai conclu qu'il l'avait été justement. J'aurais pu m'en tenir là, mais, chef de l'armée, défenseur de son honneur, j'ai pu ajouter, en mon âme et conscience : Dreyfus est coupable.

Arrivé au ministère, je me suis éclairé au bureau de la justice militaire (lequel n'avait pas eu à connaître de l'affaire), auprès des chefs de l'état-major, auprès du gouverneur de Paris, chef de la justice militaire, et j'ai acquis la conviction que l'affaire avait été menée avec un soin scrupuleux. J'ai conclu, des renseignements qu'ils m'ont donnés et qui m'ont été plusieurs fois confirmés par le chef d'état-major général, le sous-chef et divers témoins que j'ai eu l'occasion d'interroger discrètement, que Dreyfus était coupable. J'ai prescrit des enquêtes discrètes, n'étant saisi d'aucune demande directe et légale; on n'était pas allé à la chancellerie; quant à moi, je me suis toujours refusé à juger le procès à la tribune et à produire aucune pièce, me bornant à dire : respectez la chose jugée.

Le président. — Avez-vous pris connaissance du dossier ?

Le général Billot. — L'affaire Dreyfus n'a pas pu absorber tous mes instants; néanmoins, j'ai pu parcourir rapidement le dossier, dont les dépositions sommaires ne donnent, à mon grand regret, que des indications insuffisantes. Mais les renseignements recueillis par les juges pendant les débats, et les dépositions faites devant eux ont dû leur donner la certitude de la culpabilité.

En dehors du dossier, je me suis fait représenter un dossier du ministère, qui eût dû être ignoré; il est déplorable, en effet, qu'un service touchant de si près à la sécurité de l'Etat puisse être égaré.

J'ai donc parcouru ces documents confidentiels qui ont confirmé ma conviction.

Le président. — Pourrais-je vous demander une analyse ou une indication de ces documents ?

Le général Billot. — Ce serait demander à ma mémoire un effort que je ne pourrais faire, et, d'ailleurs, je manquerais essentiellement à mon devoir si je mettais le pied sur un terrain plein de délicatesses diplomatiques.

Le président. — N'y a-t-il pas dans ce dossier des documents qui auraient un caractère plus particulièrement judiciaire et dont vous pourriez nous parler ?

Le général Billot. — Il m'est impossible d'entrer dans cette voie; je suis tenu à une réserve extrême par les instructions mêmes du ministre, bien qu'il m'ait délié de mon secret professionnel de sol-

dat. Comme ancien ministre et membre du gouvernement, j'ai, au-dessus de mes devoirs de soldat, des secrets d'Etat que je ne pourrais, sans manquer à ma conscience et à mon devoir, rendre publics.

Le président. — Les documents dont vous nous parlez ont-ils été, en tout ou en partie, soumis au Conseil de guerre ?

Le général Billot. — Je l'ignore. Je n'ai pas pu faire d'enquête à ce sujet.

Le président. — M. Cavaignac a cité deux de ces documents à la tribune. Vous ont-ils paru probants contre Dreyfus ?

Le général Billot. — Oui, mais surtout parce que j'étais déjà convaincu du bien jugé.

Le président. — Avez-vous su, après la condamnation de Dreyfus, que le lieutenant-colonel Picquart se livrait à des recherches pour découvrir un autre coupable ?

Le général Billot. — Vous avez dû voir, par la déclaration du colonel Sandherr du 13 décembre 1894, qui est au dossier, que les frères Dreyfus étaient allés le trouver pour lui demander ce qu'il allait advenir de leur frère, lui disant : « Nous mettons à votre disposition ou à celle de l'Etat toute notre fortune pour chercher le coupable. » Le colonel Sandherr leur a répondu, indigné : « Mais, le coupable, c'est votre frère ! » De là est née la campagne que je poursuis encore aujourd'hui, pour le malheur du pays. Le colonel Picquart, officier très remarquable, s'est trouvé chef du bureau des renseignements. J'ai su que, dans son service, il se préoccupait, en août ou septembre, de ce que Dreyfus avait dit à Sandherr, et qu'il s'efforçait de découvrir des ressemblances d'écritures. Il s'en est ouvert à ses chefs, qui m'en ont référé. Je ne l'ai pas découragé, lui disant toutefois qu'il était rare qu'un homme opérât seul, que Dreyfus pouvait avoir des complices, mais que, découvrir un coupable dans Esterhazy ou dans deux autres, cela n'innocenterait pas Dreyfus *ipso facto*.

Le président. — Avez-vous eu connaissance du faux commis par le colonel Henry ?

Le général Billot. — Oui. Mais ma conviction était faite par le jugement, en sorte que la pièce qui m'a été représentée n'a fait que corroborer ma conviction; la découverte ultérieure du faux m'a profondément surpris, ému et affligé, sans me faire croire encore à l'innocence de Dreyfus.

Le président. — Le nom de Dreyfus figurait-il dans d'autres documents, et ce en toutes lettres ?

Le général Billot. — Je n'oserais l'affirmer. Mais je sais que dans des documents secrets, l'attention de mon prédécesseur a été appelée sur ce nom de Dreyfus, et que moi-même, cherchant toujours la vérité, j'ai fait faire par le chef d'état-major général, le sous-chef, aidé des officiers les plus capables, une révision et un classement des documents secrets, et que ce travail a fait ressortir, par voie d'élimination et de recoupements, la personnalité de Dreyfus comme coupable.

Le président. — Avez-vous connaissance de l'un des incidents, dits de « la femme voilée », qui se serait produit au cours des recherches faites dans l'affaire Esterhazy ?

Le général Billot. — Je n'ai, à ce sujet, que des données vagues. Je sais que la photographie d'un document secret a été présentée comme tombée aux mains d'Esterhazy par une femme voilée. J'ai prescrit une enquête et cherché à me renseigner. La femme voilée existe. On a dit que c'était une personne ayant eu des relations avec Picquart, chez qui celui-ci aurait oublié ce document. J'ai alors fait télégraphier en Tunisie pour faire demander si le colonel Picquart n'avait pas égaré une pièce de ce genre. On m'a répondu que non. J'ai poursuivi mes investigations, mais elles n'ont pas abouti.

Le président. — Vous n'avez pas cru devoir ouvrir une procédure judiciaire sur cette disparition ?

Le général Billot. — Non. A défaut d'indications précises, ce n'était pas le cas. J'ai été saisi, le 15 novembre 1897, de la dénonciation de Mathieu Dreyfus contre Esterhazy. J'ai envoyé la pièce au gouverneur de Paris, avec prière d'ouvrir une enquête préliminaire. Quand il m'en voyait les pièces, je les trouvais insuffisantes et je le priai d'en faire une nouvelle, avec expertises. Il m'en transmit les résultats, et c'est alors que, la trouvant encore incomplète, je l'invitai à donner l'ordre d'interroger.

L'affaire a été suivie en dehors de moi. Quand le gouverneur de Paris reçut le rapport du commissaire du gouvernement avec ses conclusions tendant à non-lieu, il me le communiqua, et, après examen, je le laissai user de l'autorité, de l'initiative et de la liberté complète que la loi lui laisse pour donner à l'affaire la suite qu'il jugerait convenable. Il prescrivit la mise en jugement d'Esterhazy.

Le président. — N'avez-vous pas été frappé des conclusions des experts, portant que le bordereau n'était pas de la main d'Esterhazy, mais qu'il était calqué sur son écriture ?

Le général Billot. — Je n'ai pas pu entrer dans les détails; je m'en suis rapporté à la justice.

Le président. — J'ai été très ému de la déclaration que vous avez faite en ce qui concerne les pièces diplomatiques dont un secret d'Etat ne vous permettait pas de parler. Pensez-vous qu'un tel secret puisse autoriser la condamnation d'un homme, sans que ces pièces lui aient été soumises et aient été discutées par lui ?

Le général Billot. — Je me suis placé uniquement sur le terrain du jugement rendu, à l'unanimité des voix, par les juges du Conseil de guerre et confirmé, à l'unanimité, par le Conseil de révision, et, sur les déclarations de ceux qui avaient conduit le procès et de divers témoins discrètement interrogés par moi, j'ai été convaincu que Dreyfus avait été justement et légalement condamné.

La lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : Général BILLOT.

LA JOURNÉE

Dimanche 9 avril

Sports : Courses à Longchamps (2 h.). — Régates, à 1 h., du Cercle de la Voile, de Paris à Meulan, et de la Société de la Voile de Nogent, à Nogent-Joinville. — Grande course vélocipédique Paris-Rouen (7 h.). Du matin, porte Maillot. Réunion du Parc-des-Princes (2 h. 1/2). — Epreuves des 100 Kilos, à Montgeron (11 h.). — Match final d'Association pour la Coupe Manier (2 h. 1/2, terrain du Standard, Billancourt).

Concours hippique : 2 h. 1/2, sauts d'obstacles, handicap, gentlemen. — Elections : D'un sénateur, dans la Drôme (en remplacement de M. Loubet); de deux députés, à Vendôme et à Provins. — Election, à Paris, de dix membres de la Commission consultative de la Bourse du Travail.

Conseils de fabrique : Réunion dans toute la France.

M. Charles Dupuy : Discours politique du président du Conseil (au Puy).

Inaugurations : Du monument Pasteur et de l'Institut Pasteur, à Lille.

La lune rouge : Commencement, à 6 h. 30 du matin; fin, le 9 mai (gelées prédites entre le 17 et le 25 avril).

Réunions : Séances annuelles de la Société contre l'alcoolisme (2 h. 3/4, rue de Grenelle), de la Société des Arts-et-Métiers et Enfants-Rouges (1 h. 1/2, Conservatoire des Arts et Métiers), de l'Union du commerce et de l'industrie de la Seine (1 h. 1/2, mairie du Louvre).

La charité : Matinée-concert de la Ligue contre la misère (2 h. 1/2, rue d'Assolvi, 8). — Concert de bal au profit des victimes d'Arménie (9 h. du soir, rue Blanche, 19).

DEMAIN « UN PEU DE SPORT » PAR CARAN D'ACHE

Le Monde et la Ville

SALONS — Mme Malo, veuve en premières nocces de M. Guzman, donnera, lundi prochain, une soirée en son hôtel de la rue de Constantin, à l'occasion de la signature du contrat de Mlle Rosita Guzman, sa fille, avec le vicomte Jean de Contades, fils du vicomte de Contades, ancien ministre plénipotentiaire, et de la vicomtesse de Contades née de La Myre.

Le mariage sera célébré mercredi prochain, à Sainte-Clotilde. Les témoins seront, pour le fiancé : le duc de Luynes et le vicomte de Villeneuve-Bargemon, ses cousins; pour la fiancée : M. A. de Mier, ministre du Mexique à Paris, et M. J. de Villamil, son beau-frère.

Soirée dansante, le samedi 15 avril, chez Mme Edmond de Mauny, dans ses salons du faubourg Saint-Honoré.

Samedi prochain, soirée intime au petit hôtel d'Estampes, rue Saint-Honoré, chez M. et Mme Ernest Robert.

Mme Albert Lefèvre des Loges donnera, le mercredi 17 avril, une matinée artistique pour inaugurer son nouvel appartement de l'avenue Kléber.

Avant-hier, à Rueil, très jolie matinée dramatique chez M. Cramail, en sa villa de Boispréaux. Au programme : *Le Passant*, de François-Coppée; *De qui sont-ils ?* scène de M. Paul Arosa, et *L'Autographe*, d'Henri Meilhac.

Grand succès pour les interprètes : MM. Henry-Rossi, du Conservatoire, Arosa et Lauff, M. de Kervyn et Florence Gromier. Cette dernière particulièrement applaudie dans l'acte charmant de Meilhac.

RENSEIGNEMENTS MONDAINS — Nous apprenons avec regret que Mme Drouyn de Lhuys est à toute extrémité. On sait qu'elle est la veuve du ministre des affaires étrangères, sous lequel le comte de Chaudordy, le baron de Courcel et plusieurs autres de nos meilleurs diplomates ont fait leurs premières armes.

Les membres de sa famille se trouvent réunis autour d'elle dans ce bel hôtel de la rue François-I^{er}, où tant de fêtes ont eu lieu pendant l'Empire.

Le marquis de Noailles a quitté hier Paris, par le Nord-Express, pour reprendre sa mission diplomatique à Berlin.

M. W. Comyns Beaumont, de la légation des Etats-Unis à Berne, arrivé à Paris, est descendu au Langham Hotel.

Arrivés à Paris et descendus à l'hôtel Ritz : M. et Mme Julius Werther, M. et Mme Paris Singer, M. et Mme Maurice Untermyer, M. A. Cook, lord et lady Chelsea, M. Murietta, Mme Ogden Goble, sir Ed. et lady Colclough, M. et Mme F. Gannell, lady Dudley, M. et Mme Tompkins, l'honorable Stonor.

Descendus à l'hôtel de France et Choiseul : M. Elliott Gregory, M. Austin Baldwin, avec sa fille; M. et Mme William Lockwood, M. et Mme Spencer Biddle, Mme J.-W. Aitken, M. G.-T. Victor, avec sa fille; comtesse de Kéroul, M. et Mme Ronald Gower, lord et lady St Oswald, Mme John Gordon, M. Mildmay, M. Foley, M. et Mme Clement Moore.

Mlle Clotilde Kleberg donnera ses réceptions de piano, à la salle Erard, les 18 et 22 de ce mois.

MARIAGES — Hier a été célébré, à Saint-Pierre de Chaillot, le mariage de M. François Thureau-Dangin avec Mlle Marguerite Daire. La bénédiction nuptiale a été donnée par M. l'abbé Anselin, cousin de la mariée. Dans la nombreuse assistance, beaucoup de membres de l'Académie française et de l'Institut. Reconnu :

Duc de Broglie, le président Sénart, général et baron de Randon, M. et Mme Senar, M. et Mme G. Thureau, M. et Mme Anselin, Mme de Tugny, comtesse du Bourblanc, M. Boissier, comte de Houssonville, MM. Henry Houssoy, Albert Vau, M. et Mme Arthur Desbordes, M. et Mme Huez, M. Oppert, Barth, Guillot, Louis Passy, baronne Georges Brinard, comtesse de Laborde, vicomte Francis Desbordes, Mme de Mussy, M. et Mme Noël de Mussy, capitaine de Montbeillard, comte Roderer, M. et Mme de Boischevalier, comte et comtesse de Freymy, M. et Mme Noël de Valois, M. et Mme Pages, baron Carré de Vaux, Mme de Eudeville, M. et Mme Alfred Rivière, M. et Mme Patrice Mahon, Mme Brouardel, Mme Masquelier, capitaine et Mme Masquelier, M. Jean Darcy, comtesse de La Roche-Saint-André, M. et Mme de Baulmy, M. et Mme Saint-Marc-Girardin, etc.

La quête a été faite par Mlle Geneviève Delcourt et Madeleine Thureau-Dangin, accompagnées du lieutenant Pierre Thureau-Dangin et de M. Anselin.

Mgr Félicat, évêque de Troyes, a béni, à Saint-Pierre de Chaillot, le mariage de M. J. d'Hugonnet, avec Mlle Aline de Flahgac. Les témoins étaient, pour le marié : les généraux Jacquemin et d'Hugonnet de Boyat; pour la mariée : le marquis de Vaulserre et le comte des Monstiers-Mériville.

Le R. P. Edouard, gardien de la maison des Franciscains de la rue de Futeaux, a béni,

à Notre-Dame des Champs, le mariage de M. Maurice Ecoffet, interne des ambulances de la Ville de Paris, avec Mlle Vincent, fille de M. Charles Vincent, notre confrère de la *Gazette de France*.

Mercredi prochain, on béni, à la Madeleine, le mariage de M. Fourcade, procureur de la République à Evreux, avec Mlle Amélie Pessel, fille de l'ancien agent de change.

M. Henri Fevrier, fils de l'architecte bien connu et l'un des plus brillants élèves de M. Fauré, est fiancé à Mlle Magdeleine Larive, fille du commandant Larive, chef d'escadrons au 18^e chasseurs.

On vient de célébrer, en l'église de Vergt (Dordogne), le mariage de Mlle Berthe de Montagu, fille du comte et de la comtesse François de Montagu née d'Auteville, avec M. Adrien de Châteaurocher, beau-frère de M. Alcide Dusolier, questeur du Sénat.

En l'église de la Cité, à Périgueux, on a béni le mariage de M. Bert, lieutenant d'infanterie, avec Mlle Marguerite Jaubert, fille du docteur Jaubert décédé il y a quelques années.

Les témoins du mariage étaient : les généraux Niox et Dalman; ceux de la mariée : M. Jaubert, trésorier-payeur général honoraire, et le docteur Roux, médecin principal.

Le mardi 25 avril, on célébrera, à Montpellier, le mariage du capitaine François Favre, officier d'ordonnance du général Dencham, avec Mlle Thérèse Pontingon, fille de l'ancien intendunt militaire.

On a béni, avant-hier, à Périgueux, en la cathédrale de Saint-Front, le mariage de M. Thibaut de Saint-Martin, lieutenant au 9^e régiment d'infanterie, avec Mlle Agnès de Roffignac.

Les témoins du mariage étaient : le général Mille et M. de Livron, capitaine au 50^e régiment d'infanterie; ceux de la mariée : le marquis et le comte Gaston de Roffignac.

CHARITE — Mme la douairière Brunel a l'habitude de faire revivre tous les ans les fêtes traditionnelles et patriotiques des Flandres à la Mission catholique belge de Paris.

Cette année, c'était la fête des *Chefs de Pâques*, avec une tombola offerte à tous les membres de la Société. Elle a été secondée par ses enfants, le comte Albert Brunel, président du secours mutuel de l'Eure, et la comtesse Brunel, née Clermont-Tonnerre.

DEUIL — S. A. S. le prince Charles d'Isenburg-Birstein est mort subitement, mardi dernier, au château de Schlackenwerth, en Bohême. Marié avec l'archiduchesse Marie-Louise d'Autriche, princesse de Toscane, il avait eu neuf enfants, dont un, le prince Charles d'Isenburg, et sa femme sont bien connus à Paris.

Cette mort met en deuil un grand nombre de familles en Autriche et en Allemagne, et notamment les maisons d'Habsbourg et de Bourbon.

Nous apprenons la mort : — De Mme Burdeau, mère de l'ancien président de la Chambre des députés, décédée à l'âge de 85 ans, à Cluny (Saône-et-Loire), où elle s'était retirée depuis cinq ans; — De M. Claude-Laurent Rouy, décédé à Ville-d'Avray, à l'âge de 79 ans. Le défunt était le père de M. Georges Rouy, président de l'Association française de botanique, secrétaire général du syndicat de la Presse parisienne; — De M. Joachim Kubio, recteur et doyen des professeurs de l'université de Barcelone, décédé en cette ville, à l'âge de 80 ans; — De M. Antoine Slava Podlipny, fils du bourgmestre de Prague et député à la Diète de Bohême, décédé à Prague, à l'âge de 21 ans.

FERRARI — Hier, à six heures quarante-cinq du matin, le chef de l'Etat, après une nuit fort chagrinée, est allé à la messe à la gare de Lyon.

Sur le quai l'attendaient MM. Lebreton, garde des sceaux, le seul des ministres actuellement à Paris; Jules Legrand, sous-secrétaire d'Etat du ministère de l'Intérieur; Laurent, secrétaire général de la préfecture de la Seine; Viguier, directeur de la Sûreté générale; Roussel, sous-directeur du cabinet du Président de la République, et tout le haut personnel de la Compagnie P.-L.-M.

M. Loubet a remercié vivement M. Ruel, inspecteur général, de la façon dont le train, à l'aller et au retour, a été conduit, puis est allé donner la main au mécanicien et au chauffeur.

Il est monté ensuite dans un landau fermé où ont pris place MM. le général Bailloud et Combarieu, qui l'avaient accompagné, et son fils, Paul Loubet, venu au-devant de lui.

A sept heures et demie, il rentrait à l'Elysée.

Maintenant que le voilà revenu dans sa bonne ville de Paris et que sa mère est à Marsanne, nous pouvons parler de l'inquiétude très vive qu'on avait à Montlimar.

Pendant les dix jours qui ont précédé l'arrivée de M. Loubet dans la vieille cité, où l'on ne trouve pourtant qu'un unique souvenir archéologique, — un hôtel ayant appartenu à Diane de Poitiers, — de criminels Lemice-Terrieux ont jeté la terreur. Ils ont adressé à la municipalité, aux plus vieux amis de M. Loubet, même à sa mère, des lettres anonymes où il était écrit : « Le Président ne sortira pas vivant de Montlimar. »

La première lettre mit M. Loubet mère dans un tel état qu'on dut intercéder sa correspondance. On ne lui donna que les lettres sur l'enveloppe desquelles l'écriture était connue. On déchiffra les autres, dont beaucoup contenaient des menaces diverses.

C'est peut-être ce qui explique pourquoi le Président n'a point fait, dans le très beau jardin de la ville, sa promenade habituelle, pourquoi surtout sa maison était si bien gardée et les gardes ne laissaient passer devant elle que les habitants connus.

vasions nombreuses avant cette venue des représentants de la presse internationale, à souvent souffert de cette universalité; mais elle peut en être fière aujourd'hui; car dans cette ville vous trouvez, vous, Allemands, la demeure où habita Goethe; vous, Polonais, la maison qui garde le souvenir de Mickiewicz; vous, Anglais, l'endroit où Walter Scott vécut et où Shelley a écrit ses plus beaux chefs-d'œuvre; vous, Français, la modeste hôtellerie où Montaigne serra la main du Tasse. Il y a, pour le monde entier, des souvenirs dans cette ville où des Brosses fut touriste et Chateaubriand diplomate; où Christine de Scandinavie vint assouvir son amour des arts et son penchant pour l'amour...

Et voilà comment les journalistes venus des quatre coins du monde ont été salués.

Notre collaborateur Félix, qui sait tout de Rome et en parle chaque fois avec tant de finesse et d'intérêt, dira peut-être des dessous politiques du congrès; il sait, lui, ce qui se prépare depuis quelques jours dans les coulisses, et quelle motion très grave doit être soulevée dès la première réunion. Ce sont des choses qui échappent à ma compétence, et je veux m'en tenir à de simples impressions personnelles.

Ce matin, dans la grande salle du Capitole, le Roi, la Reine, le prince et la princesse de Naples ont fait aux journalistes le grand honneur de les recevoir. La séance laissa, je crois, quelques souvenirs dans l'esprit de quelques confrères dont le républicanisme ne transpire pas facilement. Pendant plus d'une demi-heure, dans ce décor splendide que le soleil faisait plus brillant encore, Sa Majesté s'est entretenue, sans souci du protocole, avec des journalistes qui ne semblaient pas le moins du monde embarrassés. Après deux discours officiels, l'un du syndic de Rome, le prince Ruspoli; l'autre du président du congrès, M. Singer, le Roi est tranquillement descendu de son estrade et s'est dirigé vers nous. Avec une bonhomie charmante, il nous a, tour à tour, serré la main et interrogé sur nos impressions de voyage.

Et je sais des camarades farouches que tant de simplicité et de bonne grâce à tout de suite désarmés. Pour Mme Cattullo Mendès, il a trouvé un compliment exquis; à notre confrère, il a tenu à prouver que les lettres françaises l'intéressaient fort et a parlé de nos poètes en parfait lettré. J'ai moi-même recueilli cette déclaration flatteuse que je transcris mot par mot :

— Le Figaro, m'a dit le Roi, est ma lecture quotidienne.

Mais c'est à notre confrère Adrien Duvand que Sa Majesté a dit la phrase la plus significative et qui, dès ce soir, dans Rome, est commentée. Notre confrère, on le sait, est Lyonnais; or, voici ce que lui a dit le Roi :

— Je suis particulièrement heureux de la reprise de nos relations commerciales avec la France; il était temps que ce malentendu fâcheux finit. Je considère la ville de Lyon comme un centre d'opérations commerciales utile à l'Italie, et M. Luzzati, qui voyage chez vous à cette heure, a reçu mission de s'y arrêter.

Tout cela était dit simplement, avec une franchise qui riait dans ses yeux, un sourire qui épanouissait sa grosse moustache blanche. Pendant ce temps, la Reine s'entretenait, de son côté, avec d'autres confrères, et la princesse de Naples, une svelte, brune et délicieuse personne aux grands yeux noirs, écoutait ces dialogues sans façon d'une Majesté avec des journalistes parisiens.

La presse italienne nous convie, en effet, à des orgies de réjouissances : banquets, punchs, galas, promenades aux quatre coins de Rome, de l'aube au clair de lune. Ceux d'entre nous qui n'ont pas le jarret robuste et l'estomac en bon état auront besoin, en rentrant à Paris, de faire une cure sérieuse.

Mais, que voulez-vous ? Le devoir professionnel doit passer avant tout, et les congrès de presse comportent des obligations qu'on ne peut éviter.

Ch. Formentin.

NOTES D'UN PARISIEN

Par cette pluie, et au milieu de tout le tapage actuel, il y a des gens qui l'ont enlevé. Ce sont les membres des Sociétés savantes qui, sous le beau soleil toulousain, se livrent, le plus placidement du monde, à des discussions qui ne risquent pas de les amener sur le terrain. Les sujets qu'ils traitent sont de ceux dont il n'est pas souvent question dans nos conversations boulevardières. Et c'est bien malheureux, car là-dessus, du moins, on parviendrait peut-être à s'entendre.

Un de ces messieurs, par exemple, a exhumé le texte d'un marché passé en 1381 entre les fabriciens de l'église de la Balade, à Toulouse, et deux maçons, Arnould et Raymond Capitel, pour la reconstruction du campanile de cet édifice.

Un autre a communiqué l'analyse d'un manuscrit de la bibliothèque de Montauban, qui est l'histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec de 1639 à 1716. Un troisième, enfin, a donné lecture d'une notice sur une pièce inédite, relative au mariage de Bonaparte avec Odette Spillane.

Et des journées entières se passent à deviser de ces choses, par ce temps merveilleux que l'on ne rencontre que dans le Midi. Des joutes courtoises s'engagent. Sur certains points, les savants ne s'accordent pas : Est-il bien exact, par exemple, qu'en 1380 la province de Languedoc ait envoyé à Paris une ambassade qui y resta jusqu'au mois de mai suivant ? Grave question qui a vivement intéressé le congrès, et qui, si elle pouvait intéresser aussi le pays, contribuerait beaucoup à faire l'apaisement...

E.

REVUE DES JOURNAUX

M. Jules Develle, ancien ministre des affaires étrangères, dont la déposition devant la Cour de cassation a fait l'objet de contradictions de la part du général Rogot, demande une enquête pour établir la sincérité de ses déclarations. Le Temps nous apprend que M. Develle s'est présenté hier au ministère des affaires étrangères et au ministère de la guerre. Il n'a pas rencontré M. Delcassé, qui est en ce moment dans l'Arrière; mais il a été reçu par M. de Freycinet, qu'il a prié de faire rechercher dans les

archives la pièce dont il a eu connaissance en 1893.

* Autre protestation contre la dernière déposition du général Rogot que nous avons publiée. M. Mathieu Dreyfus adresse au directeur de l'Agence nationale la lettre suivante :

Dans la déposition du général Rogot parue dans le numéro du Figaro de ce jour, se trouve le paragraphe suivant :

« Le général (il s'agit du général Lebelin de Dionne) répéta alors à M. Mathieu Dreyfus les discours qu'il avait tenus à son frère; c'est tout ce que je pouvais dire devant le Conseil de guerre. »

Ce récit est absolument erroné. Je suis effectivement allé chez M. Lebelin de Dionne, qui me reçut fort courtoisement. Il me parla de l'estime qu'il avait pour mon frère et me raconta l'incident concernant la note personnelle.

Le général Lebelin de Dionne ne m'a pas parlé des trois griefs énumérés par le général Rogot. Lorsque je demandai au général Lebelin de Dionne de vouloir bien déposer en faveur de mon frère, devant le Conseil de guerre, il me dit que les notes reçues par lui à l'Ecole de guerre résumaient le témoignage qu'il pouvait faire.

Dans ces conditions, j'ai cru devoir renoncer à ce témoignage.

* D'autre part, le correspondant du *Matin* à Londres a rencontré le commandant Esterhazy qui lui a fait la déclaration suivante :

Vous me voyez indigné des propos du général Rogot. Cet homme a l'audace de prétendre que j'ai été acheté. Je n'ai jamais été et je ne serai jamais acheté par personne. Tout ce que j'ai dit je l'ai prouvé, et je suis prêt à en donner des preuves encore plus convaincantes, s'il est nécessaire. Ce que j'ai encore à dire, je le démontrerai, et personne ne pourra le révoquer en doute. Assez longtemps je me suis sacrifié et ces gens-là (vous savez qui je veux dire) finiront, à force de sottises, par me faire sortir de la voie que j'ai suivie jusqu'ici.

Le général Rogot a perdu M. Cavaignac; qu'il prenne garde de ne pas être le mauvais génie de l'état-major.

* On a lu la réponse faite par M. Bertulus aux allégations du général Rogot, relativement à la pièce Bala-C. Ce que magistrat a saisi rue de Douai, chez Mme Pays, et qu'il a remis au colonel Henry. L'Eclair explique, à propos de cette pièce, que si les mots Bala-C. y étaient écrits, Esterhazy pouvait les avoir mis lui-même, attendu qu'il était, depuis son procès, au courant des démarches faites par MM. Henry, Lauth et Junck auprès de l'agent Richard Cuers.

M. Bertulus n'oublie qu'une chose, dit l'Eclair, c'est qu'au procès Esterhazy, il a été longuement question de ce voyage à Bala et de l'Allemand Cuers, et que M. Esterhazy n'avait besoin ni de compléti ni de relations louches pour consigner sur un *momento* le souvenir d'un fait qui avait été publié pour lui; c'était un détail qu'il n'y avait pas à omettre. Et dès lors, on se demande comment il avait pu éprouver une si folle émotion, en apprenant qu'Esterhazy avait fixé sur un papier le souvenir de faits qui étaient à la connaissance de l'accusé, du Conseil d'enquête et des témoins.

* M. Jaurès publie dans la *Petite République* la lettre suivante qui lui a été adressée par M. Louis Paraf, ingénieur des arts et manufactures, au sujet du *Manuel de tir* :

J'ai fait mon service comme deuxième canonnier conducteur au 10^e régiment d'artillerie à Rennes, en 1893-94.

Avant d'être canonnier, au nombre d'une quinzaine, et quelques engagés volontaires formaient un peloton spécial.

Dans le courant de mars ou d'avril, en tout cas en même temps que les officiers, nous recevions le *Manuel de tir*, et jamais on ne nous a fait de recommandation spéciale; du reste, il aurait été fort difficile pour nous, simples canonniers, de garder secret sur ce que soit le *Manuel de tir*, avec toutes nos théories, à côté de notre paquetage, à la disposition du premier venu, et il eût été bien facile de le consulter ou de nous le voler.

M. Mornard est en possession d'une lettre de moi, du 29 novembre, que j'avais adressée à ce sujet à Jean Julien.

* M. Clemenceau, après avoir rappelé que le général Rogot a demandé à être confronté avec le lieutenant-colonel Picquart, dit dans l'*Aurore* :

Je sais que, quelques jours avant la décade de la République, le colonel Picquart a écrit au président Loeu pour lui demander d'être confronté avec toutes personnes dont les dires seraient en contradiction avec les siens. Il lui a été répondu, par l'intermédiaire du ministère de la guerre, que la Cour, ayant déjà examiné l'opportunité de ces confrontations, avait décidé qu'elles n'étaient pas nécessaires.

Ce renseignement est confirmé par le *Temps*. La Cour de cassation a d'abord ajourné sa décision sur les demandes qui lui étaient faites visant cette confrontation; puis elle a répondu négativement.

* Le *Soir* avait attribué avant-hier au capitaine Freystetter un démenti, très net et même assez vif, des propos qui lui avaient été prêtés par un de ses amis, M. Caviale.

Celui-ci a adressé hier à M. Joseph Fabre, sénateur, le télégramme suivant :

Le capitaine Freystetter me notifie ce qui suit : « L'interview du *Soir* est un récit faux de ma conversation, et je vous autorise à le démentir. »

CAVIALE.

D'autre part, M. Caviale a adressé la dépêche suivante à l'Agence nationale :

Maintiens ma lettre au sénateur Fabre. Rien à retrancher. Rien à ajouter pour le moment.

CAVIALE.

* Nous trouvons dans l'*Eclair* de l'Est, qui paraît à Reims, de curieux renseignements à propos du *Manuel de tir* :

Le lieutenant d'artillerie B... dont la famille habite Rouen, dit notre confrère, est l'occasion, en se rendant dans cette ville, de faire la connaissance du commandant Esterhazy.

Ce dernier, un jour, demanda au lieutenant B... de lui prêter sa règlette et son Manuel de tir de 1894.

Le lieutenant B... fit part de cette demande à son colonel qui conseilla de répondre favorablement.

Le commandant Esterhazy fut alors mis en possession de la règlette et du document, mais comme il tardait à les lui renvoyer, le lieutenant B... lui adressa deux lettres pour les lui réclamer. Ces deux lettres auraient été saisies chez Esterhazy et auraient amené la comparution du lieutenant B... comme témoin, à l'enquête du général de Pellieux.

Le lieutenant B... aurait confirmé ce que nous venons de dire, mais sa déposition aurait été tenue si secrète qu'il ne serait pas surprenant que le général Rogot l'ait ignorée. Le lieutenant B... est, nous assure-t-on, en garnison à Châlons. Il sera sans doute possible de se renseigner exactement sur la valeur du récit qui nous a été fait.

Le Liseur.

Les catholiques et la revision

Sous la présidence de M. Paul Viollet, membre de l'Institut, le « Comité catholique pour la défense du droit » se réunissait avant-hier soir, et en même temps groupait autour de lui un certain nombre d'amis.

Réunion tout intime, tenue dans l'appartement même d'un des membres du Comité, et à laquelle nous convînâmes, au nom de ce Comité, MM. Armand Brette, J. Chauvin, Hervé de Kérouhant, Leroy-Dupré, baron de Lourmel, Quincampoix, Rollet et Viollet.

Nous avons naguère signalé la courageuse et judicieuse tentative du petit groupe de catholiques qui, au moment du vote de la loi de dessaisissement, s'associaient en vue de « la défense du droit ». Le texte de leur profession de foi est à rappeler :

Le Comité catholique pour la défense du droit se compose exclusivement de catholiques.

Il s'appuie sur les principes de 1789, dont l'application loyale pourra seule, après le triomphe définitif de la justice et de la vérité dans la crise actuelle, assurer en France la paix intérieure avec la pleine liberté religieuse.

Réprouvant énergiquement l'esprit d'intolérance, il dénonce le mal profond causé au pays par ces deux laïques : l'anticléricalisme et l'antisémitisme.

N'ayant qu'un but : la défense du droit et des libertés publiques par la recherche de la vérité, il recommande à ses amis l'effort personnel qui conduit au développement de l'esprit critique, la lutte contre l'équivoque et le mensonge, de quelque nom qu'ils se parent, le respect des personnes et la sincérité dans la discussion.

Au nombre de ceux qui signèrent ce document, je trouve, outre les noms cités plus haut, ceux de MM. Jorand, ingénieur; R. de Kérallan, marquis de Nadailac, Pinta, avocat, — et trois prêtres : l'abbé Martin, l'abbé Pichot, l'abbé Russacq.

M. Paul Viollet s'est fait éloquentement l'interprète du sentiment de ces catholiques, en rappelant les circonstances qui les avaient réunis et les tristesses et les angoisses dont, à cette heure, les consciences des libres « défenseurs du droit » sont tourmentées. Et il les a félicités d'avoir voulu continuer, au milieu des terribles difficultés de la crise présente, et en dépit des résistances rencontrées dans leur propre parti, la vraie tradition catholique : « la tradition de cette école qui sait allier l'amour de la religion au culte des libertés, et dont les maîtres, les docteurs, les amis s'appellent Lacordaire et Montalembert, le P. Félix, — le sage, j'allais dire le prophète Metz-Noblat, l'abbé Godard, le P. Maumus... »

Et l'orateur ajoute, aux applaudissements de l'assemblée :

Tous ces noms vous disent assez que nous sommes partisans du droit commun, partisans de la même justice, des mêmes droits et de la même liberté pour tous, que nous ne pouvons avoir d'autre conviction que de vouloir l'application des principes qui nous ont été transmis par les catholiques qui demandent contre certaines catégories de Français le rétablissement de lois d'un autre âge; lois contraires aux droits acquis et aux principes de la société moderne. Hélas ! ceux-là voudraient faire eux-mêmes ce qu'ils reprochent à autrui. N'étant pas sortis de la persécution, comme l'écrivait naguère notre confrère M. Jorand, ils veulent déjà persécuter les autres !

Après le savant professeur, un jeune prêtre, M. l'abbé Pichot, a pris la parole, et, dans une causerie toute familière, a expliqué, avec autant d'émotion que de clarté, en quoi devait consister, vis-à-vis de la situation actuelle, le véritable « esprit de justice et de charité chrétienne ».

M. l'abbé Pichot — l'un des signataires de la profession de foi du Comité — est professeur au petit séminaire de Felletin, dans la Creuse.

Des quatre brochures catholiques composées jusqu'ici sur « l'Affaire » — et qui toutes réclament la revision du procès Dreyfus — deux sont de lui : la *Conscience chrétienne* et l'*Affaire Dreyfus* paru d'abord; puis, en collaboration avec M. Jorand, la *Question chrétienne* et la *Question juive*. Et c'est maintenant dans l'effusion d'une causerie intime qu'il nous dit ses doutes, ses tristesses. Il exprime d'abord sa surprise d'avoir vu tant de catholiques ne pas comprendre de quel côté était, en cette affaire, la tolérance et la charité, — vertus chrétiennes, pourtant ! Il rappelle, pour en faire une critique sévère, les prétextes divers dont s'est parée la passion antisémite pour se justifier aux yeux de la foule. Il insiste enfin sur l'étendue de la faute commise par les catholiques en s'associant à une politique de suspicion et d'oppression qui bientôt se retournera contre eux. Il montre par de saisissants exemples que les *moyens* employés, avec l'appui de certains catholiques, contre « le parti de la vérité » sont les mêmes armes qui serviront bientôt, — qui ont déjà servi à les amoindrir, à gêner leur propre liberté.

Il était bon que ces paroles de sagesse et de conciliation fussent prononcées par des catholiques. Les entendra-t-on ? Ce n'est pas sûr. Mais du moins elles auront été prononcées. Et cela seul est un indice intéressant.

Fabien.

LE BANQUET DES CENT GARDES

Hier soir à eu lieu, au Grand-Hôtel, le banquet offert par le baron Verly aux anciens Cent-gardes, aux compagnons de gloire de son père.

Cette fête de famille, renouvelée chaque année, est toujours touchante, toujours gaie, et je ne sais grâce à quel élixir les convives — qui ne changent guère d'un printemps à l'autre — conservent la même jeunesse, le même entraînement.

Les Cent-gardes ont fondé une Association fraternelle que patronne le baron Verly et qui est en pleine prospérité. Grâce à cette Association, grâce aux efforts de tous ses membres, se perpétue le souvenir des héroïques efforts de l'Armée terrible — souvenir que gardent les fils au fond du cœur...

Ils étaient nombreux, hier soir, et ces beaux hommes faisaient l'admiration de quelques jolies femmes qui se trouvaient au nombre des invités.

Mlle Marguerite Deval, non loin de moi, disait en riant :

— Volontiers je serais leur cantinière ! MM. les cent-gardes seront flattés, je suppose, de l'expression de ce vœu, et ils sauront ne pas l'oublier, à l'occasion...

M. le baron et Mme la baronne Verly, ravies de la joie de leurs invités, n'ont rien négligé pour leur être agréables. A l'heure des toasts, c'est Marguerite Deval qui, la première, s'est levée pour nous dire et nous chanter quelques-unes de ses plus croustillantes chansonnettes, applaudies à tout rompre par de vieux soldats qui savent battre des mains. Puis, ont successivement pris la parole : le baron Verly, le cent-garde Toussaint, placé à la droite de Mme la baronne Verly, le doyen de l'Association Buchert (taille 1m92), Walrin et, enfin, M. de Bessède qui parle comme il chante, fort bien.

Après le banquet, concert et bal. Les cent-gardes se sont distingués dans les quadrilles.

Parmi les invités, je citerai au hasard : MM. Jacques Rodolphe, avec le plus grand talent par Marguerite Deval; Ollendorff et son fils, Mlle Santi, une artiste de talent; Mlle d'Espéyrie, M. Vallet, M. et Mme Monin, etc., etc.

A une heure du matin, les danses continuaient encore : c'est dire qu'on s'est beaucoup amusé. La grâce exquise de Mme la baronne Verly et l'amabilité charmante de son mari ont fait merveilles... une fois de plus.

Maurice Loudet.

LES BAINS VITALISÉS DE LUMIÈRE

Après de longs mois d'essai, les résultats obtenus actuellement dans le traitement des affections nerveuses, maladies de la peau, etc., par la « lumière vitalisée » constituent un progrès énorme et expliquent le succès de la nouvelle médication vitaliste. Consultations gratuites tous les jours à l'Hôtel de la Médecine Nouvelle, 10, rue de Lisbonne.

CONTRE L'ALCOOLISME

La question se posait ainsi pour les gens du dehors, pour ceux qui, tout en s'intéressant à la lutte contre l'alcoolisme, ne connaissent cependant pas encore toutes les ressources des Sociétés de tempérance : Etant donné qu'il n'y a pas de congrès sans banquet, qu'il n'y a pas de banquet sans toasts, qu'il n'y a pas de toasts sans champagne, ne manquera-t-il pas quelque chose à ce congrès qui, jusque-là, a si brillamment réussi ?

Assurément, le congrès compte des membres qui sont tempérants sans être abstinentes; mais le gros contingent des congressistes est du côté des abstinentes, et les premiers ne voudront pas contrister les seconds. Alors, pas de banquet ? Détrompez-vous, le banquet a eu lieu jeudi soir, à l'Hôtel des Sociétés savantes, et on a toasté, toasté d'une manière ébouriffante, jusqu'à vingt fois et dans dix langues... Alors les principes ont fléchi ? Il est donc des accommodements... avec l'abstinence ? — Détrompez-vous encore ! Alors on n'a bu que de l'eau ? — Détrompez-vous toujours ! On a bu du vin qui n'était pas du vin et du champagne qui n'était pas du champagne — du moins d'après la formule traditionnelle : on a bu du vin et du champagne sans alcool... On a généralement trouvé cette boisson aussi peu engageante que peu enivrante, et l'on s'est promis tous bas, ou tout haut, de n'y plus revenir, ce dont les buveurs d'eau intransigeants ont triomphé en célébrant l'eau :

Le breuvage divin qui rend plus beau.

Quoique le banquet se soit prolongé fort tard, les congressistes étaient dans leurs sections respectives de travail, hier matin, à l'heure réglementaire. « Ce qui fatigue, nous disait avec conviction un congressiste à qui nous exprimions notre étonnement de voir ainsi dispos des gens qui avaient veillé jusqu'à près de minuit et subi vingt toasts, ce qui fatigue, c'est l'alcool. La force de résistance est en proportion inverse de l'absorption de l'alcool. Ce sera, soyez-en sûr, l'axiome des hygiénistes de l'avenir. »

La séance de l'après-midi s'est ouverte par la lecture d'une lettre et d'un rapport du général Gallieni sur cette question : *D'une entente entre les Etats pour la protection des races indigènes contre l'alcool*. Nous doutons que le général Gallieni, qui cependant ne compte plus ses lauriers, ait jamais remporté un triomphe comme celui que lui ont valu ses communications. Mais aussi pense-t-il ? Le général n'est pas seulement un ennemi de l'alcool; il n'affirme pas seulement que c'en est fait des races indigènes, et par cela même de la colonisation, si on ne les défend pas contre l'alcool : il est encore un abstinent. Depuis douze ans qu'il est aux colonies, il ne boit que de l'eau. Même alors qu'aucun filtre ne venait purifier l'eau, il ne buvait que de l'eau. Il écrit en toutes lettres : « Mieux vaut une mauvaise eau qu'une boisson alcoolique quelconque. L'anémie, ajoute-t-il, n'est pas plus considérable chez les gens qui boivent de l'eau que chez les autres. Mais, si l'anémie est la même, les autres maladies atteignent moins ceux qui boivent de l'eau. Beaucoup d'affections que, par respect humain, on appelle paludéennes peuvent être mises sur le compte de l'alcool. Dans ses récentes tournées, le général a trouvé beaucoup de familles d'officiers où l'on ne boit que de l'eau et du thé; exemple que tous les Européens devraient donner à Madagascar aux indigènes. »

On devine l'effet de ce langage sur le congrès. Pieds et mains battaient à l'unisson et interrompaient à chaque instant cette apologie de l'abstinence.

Le pasteur Georges Appia, avec un accent qui tient du prophète antique, rappelle aux nations civilisées leurs devoirs vis-à-vis des races indigènes. La conférence de 1889-1890 en a conscience, mais n'a pas fait tout ce que l'on était en droit d'attendre d'elle. Son œuvre, d'ailleurs, était toute provisoire, et elle se réunira dans quinze jours pour la reviser. Le congrès ne pourrait-il émettre un vœu demandant au gouvernement français de donner mandat à ses délégués d'obtenir l'interdiction absolue de la vente des boissons spiritueuses dans toute l'Afrique ?

Le président fait remarquer que le congrès n'a pas le droit d'émettre des vœux, mais qu'il peut envoyer une adresse disant exactement la même chose et, sous cette forme qui respecte les chinoïseries administratives, la proposition du pasteur Appia est adoptée à l'unanimité.

Le lieutenant d'artillerie Guieysse, le fils de l'ancien ministre des colonies, partage, avec le général Gallieni, les honneurs de la séance. Il parle de la lutte antialcoolique dans l'armée et pour l'armée (armées de terre et de mer). Il parle comme un soldat, comme un homme. Il ne s'agit pas en uniforme qu'on devinerait le soldat. Il est en uniforme, et l'on voit le soldat que l'homme qui aime « ses hommes », qui s'occupe d'eux, qui les suit avec une sollicitude constante et qui estime n'avoir vraiment rempli sa tâche que lorsqu'il a gagné leurs cœurs pour les fortifier dans la lutte contre le mal. C'est là tout le secret de la psychologie si fine avec laquelle il a traité son sujet dans une langue claire, précise, qui est éloquent sans vouloir l'être.

Il n'a apporté aucune statistique. Il ne sait ni ne veut savoir s'il y a, à la caserne, plus d'alcooliques ou moins d'alcooliques qu'autrefois. Ce qu'il sait, c'est qu'il y en a trop. La plupart des délits du soldat sont imputables à l'alcoolisme. Quels sont les facteurs déterminants ? L'ennui, la gloire, la mauvaise influence.

Le lieutenant Guieysse étudie ensuite l'action de la chambre, de la cantine et du cabaret. Trois étapes de dépression : la chambre, où le soldat peut à peine reposer la tête; la cantine, qui doit débiter des denrées alimentaires et qui ne consent même plus à donner un petit pain si l'on n'y ajoute le petit verre; le cabaret, où la démoralisation s'achève.

Les autorités militaires, dans quelques corps du moins, ont cherché à remédier à cet état de choses. On a créé des réfectoires — où les soldats puissent s'asseoir et manger dans des assiettes — déjà les cantines s'en ressentent. Que sera-ce lorsque, dans chaque caserne, il y aura un cercle où l'alcool sera banni, mais où les soldats trouveront des consommations et des distractions saines, où ils trouveront surtout l'atmosphère de bonne volonté que sous-officiers et officiers s'appliquent à créer autour d'eux ?

position du pasteur Appia est adoptée à l'unanimité.

Le lieutenant d'artillerie Guieysse, le fils de l'ancien ministre des colonies, partage, avec le général Gallieni, les honneurs de la séance. Il parle de la lutte antialcoolique dans l'armée et pour l'armée (armées de terre et de mer). Il parle comme un soldat, comme un homme. Il ne s'agit pas en uniforme qu'on devinerait le soldat. Il est en uniforme, et l'on voit le soldat que l'homme qui aime « ses hommes », qui s'occupe d'eux, qui les suit avec une sollicitude constante et qui estime n'avoir vraiment rempli sa tâche que lorsqu'il a gagné leurs cœurs pour les fortifier dans la lutte contre le mal. C'est là tout le secret de la psychologie si fine avec laquelle il a traité son sujet dans une langue claire, précise, qui est éloquent sans vouloir l'être.

Il n'a apporté aucune statistique. Il ne sait ni ne veut savoir s'il y a, à la caserne, plus d'alcooliques ou moins d'alcooliques qu'autrefois. Ce qu'il sait, c'est qu'il y en a trop. La plupart des délits du soldat sont imputables à l'alcoolisme. Quels sont les facteurs déterminants ? L'ennui, la gloire, la mauvaise influence.

Le lieutenant Guieysse étudie ensuite l'action de la chambre, de la cantine et du cabaret. Trois étapes de dépression : la chambre, où le soldat peut à peine reposer la tête; la cantine, qui doit débiter des denrées alimentaires et qui ne consent même plus à donner un petit pain si l'on n'y ajoute le petit verre; le cabaret, où la démoralisation s'achève.

Les autorités militaires, dans quelques corps du moins, ont cherché à remédier à cet état de choses. On a créé des réfectoires — où les soldats puissent s'asseoir et manger dans des assiettes — déjà les cantines s'en ressentent. Que sera-ce lorsque, dans chaque caserne, il y aura un cercle où l'alcool sera banni, mais où les soldats trouveront des consommations et des distractions saines, où ils trouveront surtout l'atmosphère de bonne volonté que sous-officiers et officiers s'appliquent à créer autour d'eux ?

Le congrès ne pouvait se séparer sous une meilleure impression. Les étrangers, émerveillés tout autant que les Français, mais peut-être plus étonnés qu'eux, diront, de retour dans leur pays, quelles forces vives et nobles contiennent notre corps de généraux et d'officiers !

Aujourd'hui, journée réservée aux divertissements, comme dit le programme. Excursion à Versailles et, le soir, thé d'adieu.

Agrippa.

Désinfection au sublimé et désinfection au formochlorol

Après les maladies et les décès, on doit désinfecter les habitations, les effets, la literie, etc. Mais encore faut-il que le procédé employé ne détériore pas, comme le sublimé, par exemple, les objets contaminés. Par les vapeurs sèches de formochlorol (procédé Trillat), la Société de Désinfection, 14, rue des Pyramides, prévient la contagion et n'abîme rien; elle rend même les matelas refaits, le linge blanchi et désinfecté les meubles les plus précieux dans son usine modèle de Courbevoie.

L'abondance des matières nous oblige à renvoyer à demain la CHRONIQUE IMMOBILIÈRE de notre collaborateur Pierre de Taille.

Nouvelles Diverses

AU PARQUET

M. le juge d'instruction Pasquas a interrogé, hier, MM. Déroulède, Marcel Habert et Le Menest, secrétaire général de la Ligue des Patriotes, qui était assisté de son avocat, M. Maurice Quentin.

Le juge a ensuite reçu les dépositions de MM. le docteur Devillers, Fillau, Lavaud, Brossard, Fournier, de La Vallée, Poussin, Pomey et Barillier qui ont été entendus comme témoins.

M. le juge Lemercier a longuement interrogé, hier, le jeune Roy, auteur du crime commis, avenue d'Italie, sur la personne de Mlle Lucie Carrouaillie. L'assassin persiste dans ses dénégations. Le juge, au contraire, a presque établi que le vol était le mobile du crime.

Plateaux, accusé d'être l'assassin de la jeune Gabrielle Martin, est toujours détenu à la prison de la Santé.

Il a choisi, hier, comme avocat, M. Bouché.

LA TEMPÊTE

Ce n'est pas seulement à Bobigny que la tempête de vendredi a causé des accidents. Il s'en est produit dans Paris plusieurs, moins graves, il est vrai, que l'éroulement de l'usine Hemminger, mais qui n'en méritent pas moins d'être mentionnés.

Ainsi, au Champ de Mars, une vaste construction en planches de cent mètres de superficie et de dix mètres de hauteur a été renversée par la bourrasque. Elle servait d'atelier à des artistes sculpteurs qui heureusement étaient absents à ce moment.

Plusieurs autres constructions légères ont également été culbutées ou détériorées par la violence du vent.

À Bois-Colombes, une fillette de sept ans, Maximilienne Rieux, a été prise par un tourbillon et lancée contre un arbre où elle s'est fendu le front. A Gennevilliers, route de Paris, une charrette de paille a été chavirée, le conducteur a été gravement contusionné.

comme le ferait un juge d'instruction, comme le ferait la Chambre des mises en accusation. J'estime donc que nous nous trouvons en présence d'une procédure qui tend à établir la vérité, absolument comme l'est fait un juge d'instruction ou la Chambre des mises en accusation, instruction qui rentre dans le cadre de la définition que j'avais l'honneur de vous proposer : la Cour de cassation recherche la vérité dans une affaire criminelle ou correctionnelle, et sa sentence est l'arrêt qui statuera sur la procédure de révision, ou par annulation sans renvoi, ou par annulation avec renvoi, et s'ajoute à toutes ces pièces qui ont été minutieusement établies, serviront à établir sa conviction, comme les pièces d'une procédure peuvent servir au procureur général ou au rapporteur du gouvernement près le Conseil de guerre, à établir leur conviction.

On est donc en présence d'une nouvelle instruction, déclare le ministre public, d'une procédure criminelle, et il est évident que les actes de cette procédure, à tort ou à raison, mais certainement, sont protégés par l'article 38 de la loi de 1881.

Si j'avais pu me livrer à une étude approfondie de l'affaire, je vous aurais montré que, dans la procédure même de la Cour de cassation, certains procès-verbaux nous sont remis (procès-verbaux de la Cour de cassation, dont je n'ai pas à faire l'éloge ; il est sur la bouche de tout le monde, c'est, je le répète, un journal considérable, et, dans ce journal, un journal considérable, M. de Rodays occupe une place prépondérante.

Dans la seconde partie de son réquisitoire, M. le substitut indique pour quels motifs le rédacteur en chef du *Figaro* a été poursuivi comme complice :

M. de Rodays, en effet, occupe au *Figaro* la situation que tout le monde connaît ; le *Figaro* est lui-même un journal considérable, dont je n'ai pas à faire l'éloge ; il est sur la bouche de tout le monde, c'est, je le répète, un journal considérable, et, dans ce journal, un journal considérable, M. de Rodays occupe une place prépondérante.

Est-il vraisemblable que, dans une affaire de cette nature, le gérant, M. Borel, que nous poursuivons, ait pris de lui-même l'initiative de cette publication ? Je crois qu'il serait difficile de faire admettre cela. Je sais bien que ce n'est là qu'une sorte de présomption négative, ce n'est pas une preuve ; je ne me méprends pas sur la portée de cette indication, ce n'est pas une preuve que j'apporte, mais c'est une indication qui va rendre vraisemblables les quelques observations que je vais ajouter.

Je dis qu'en cette matière il est évident que le directeur politique du journal, le rédacteur en chef de cette feuille avait seul autorisé par son engagement sa situation morale et pécuniaire et pour admettre les documents qu'on allait y publier.

Dans un procès-verbal du commissaire aux délégations, du 28 avril, M. le commissaire a demandé à M. de Rodays : « Veuillez me déclarer si ces documents ont bien cette origine, et si leur texte a été fourni par le dossier de l'enquête de la Chambre criminelle. » M. de Rodays a répondu : « Mais, naturellement ! »

Voilà donc le directeur politique du journal, voilà le rédacteur en chef qui, interpellé sur l'authenticité des documents, répond : « Mais, naturellement ! »

Cette réponse à la question qui lui est posée affirme implicitement qu'il a pris connaissance des documents, qu'il les a examinés, qu'il en connaît l'origine et qu'il peut affirmer que ces documents sont authentiques. Et lui seul pouvait affirmer cela. Le gérant, interpellé de la même façon, a répondu qu'il ignorait la provenance de ces documents.

Nous sommes donc en présence de l'auteur principal, aux termes de la loi, et en même temps du véritable auteur de la publication, qui a apprécié l'authenticité des documents et qui a présidé à leur publication. La loi ne nous permet de le retenir que comme complice, et voilà comment nous l'avons retenu.

Le Tribunal a rendu le jugement suivant :

Attendu qu'il est constant, en fait, que le journal le *Figaro*, dans son numéro du 31 mars 1899 et dans les numéros suivants, a publié des procès-verbaux de dépositions de témoins entendus par la Cour de cassation au cours de l'examen de la demande en révision Dreyfus ;

Que ce fait constitue le délit prévu et puni par l'article 38 de la loi du 29 juillet 1881 ;

Que ledit article interdit la publication de tous actes de procédure criminelle ou correctionnelle avant qu'ils aient été lus à l'audience ;

Que la prohibition, ainsi formulée en termes généraux, s'applique évidemment aux actes de procédure faits devant la Cour de cassation jugant en matière criminelle, comme aux actes de même nature de la Cour d'assises et des autres Tribunaux ;

Que, spécialement, l'instruction des demandes en révision est bien une procédure criminelle au sens de la loi de 1881 ; qu'elle remet en question, sur pièces et faits nouveaux, la culpabilité du condamné et peut donner lieu à des enquêtes sur le fond même de l'affaire ; qu'elle se termine, si le jugement est infirmé, par l'annulation du jugement ou l'arrêt de condamnation et le renvoi de l'accusé devant d'autres juges avec fixation des questions qui doivent leur être posées ; qu'elle peut même, suivant le cas, aboutir à la déclaration d'innocence du condamné, sans renvoi ;

Qu'ainsi elle a, à tous les points de vue, le caractère d'une procédure criminelle ; qu'il est défendu, dès lors, de faire de ses actes une publication anticipée ;

Que la loi du 1er mars 1899, qui a attribué la connaissance des demandes en révision aux Chambres réunies de la Cour de cassation, n'a apporté sur ce point aucune modification ;

Attendu que Borel, gérant du *Figaro*, est responsable du délit comme auteur principal ;

Que la complicité de de Rodays doit être également retenue ;

Que l'article 43, paragraphe 2 de la loi du 29 juillet 1881 attribue pour les délits de presse tous les cas de complicité énumérés par l'article 60 du Code pénal ; que, d'autre part, l'infraction reprochée à de Rodays est bien un délit et non une simple contravention excluant toute complicité ; que l'article 45 de la loi susvisée place dans la catégorie des faits délictueux déferés aux Tribunaux correctionnels et punis de peines correctionnelles ; qu'il qualifie au contraire de contraventions certaines autres infractions et en renvoie devant les Tribunaux de simple police ;

Qu'en fait, de Rodays, rédacteur en chef du *Figaro*, a certainement donné des instructions et des ordres en vue de la publication incriminée ; qu'il a fourni les moyens de la faire et s'est ainsi rendu complice du gérant.

Par ces motifs :

Condamne solidairement Borel et de Rodays chacun à une amende de 500 francs, et les condamne aux dépens.

Il eût été vraiment excessif d'être plus sévère vis-à-vis du *Figaro* qui, dans la circonstance, rend service à la cause de la lumière et de la vérité. Tous ses confrères le reproduisent, quelques-uns mêmes sans le citer. Ce sont eux qui publient les suppléments, et c'est lui qui paye l'amende.

George Grippon.

LE MONDE RELIGIEUX

SAINT-CYR A LA MADELEINE

La grande promotion de 1874-1876, ainsi nommée parce que, comprenant quatre cent-six élèves, elle était la plus nombreuse que l'on eût encore admise à Saint-Cyr, pour reformer les cadres entamés par la guerre, a célébré hier matin, à la Madeleine, son jubilé.

M. Lannes, le vénérable aumônier de l'École, présidait la cérémonie. Au fauteuil d'honneur siégeait le général Arnoux, gouverneur des Invalides, qui, en 1874, était colonel commandant en second à Saint-Cyr.

Parmi les autres invités : le colonel en retraite Roussel et le colonel Douteleau, actuellement colonel à la garde républicaine, tous deux anciens chefs de bataillon de Saint-Cyr.

Parmi les membres présents de la grande promotion : le colonel Audéoud, ancien gouverneur du Soudan, où il s'empara de Sikasso le 1er mai 1898, et organisateur de la brillante campagne qui aboutit à la capture de Samory ; le lieutenant-colonel Monteil, le commandant Klecker, secrétaire du Comité, etc.

A l'évangile, le R. P. Coubé est monté en chaire et a prononcé une vibrante allocution sur « l'âme du soldat ». Je me suis laissé dire que le général Zurlinden n'aurait pas été, ces jours derniers, sans inquiétude au sujet de ce discours. L'événement a démontré combien vaines étaient les craintes du gouverneur de Paris. L'éminent jésuite n'a fait aucune allusion à l'affaire et ne s'est permis aucune incursion dans le domaine de la politique. Il a parlé simplement en prêtre et en patriote.

Au programme musical, merveilleusement exécuté par la maîtrise : le *Gloria*, en si bémol, de Mozart ; violoncelle : le *Gloria*, de Händel ; *O Salutaris*, de Beethoven, par M. Muratet, de l'Opéra, et le chœur ; *Regina Cœli*, de M. l'abbé Chénion, le distingué maître de chapelle de la Madeleine.

C'est M. l'abbé Hertzog, curé de la Madeleine, qui, à l'issue de la messe dite pour les Saint-Cyriens, a donné l'absoute.

Julien de Narfon.

Service postal par pigeons voyageurs

(Par dépêche de notre correspondant particulier)

Le Havre, 8 avril.

Le 17 mars dernier a paru dans le *Figaro* un article de M. Jean Rognier sur le service postal par pigeons voyageurs organisé à bord des steamers de la Compagnie générale transatlantique. Ce nouveau service devait être inauguré le 25 mars à bord de la *Champagne*, mais, par suite de diverses circonstances, on ne put le faire à la date indiquée primitivement. C'est la *Touraine*, partant du Havre ce soir, qui l'inaugure.

L'appareil micro-photographique est arrivé ce matin et a été remis entre les mains du docteur Marcou, médecin du bord, qui sera chargé de ce service assez délicat. L'appareil construit par M. Roux se compose d'un châssis en bois, long de deux mètres, servant de bureau et supportant à l'une de ses extrémités un tableau noir de dix décimètres carrés de surface destiné à recevoir les cartes-dépêches, et à l'autre extrémité une tablette placée à hauteur et à distance voulues sur laquelle l'appareil photographique sera posé. Ce dernier a la forme et les dimensions extérieures d'un détective 18x18. Il est en acajou verni et est muni sur sa face la plus large de deux petits objectifs.

Voici maintenant comment il sera procédé : le commissaire du bord tient à la disposition des passagers des cartes-télégrammes aux dimensions d'une carte postale ordinaire, portant en tête : Paquebot... à bord... le... heures. Ces cartes sont blanches et contiennent dix lignes. Leur prix est de 5 francs chacune. A l'heure indiquée par un avis affiché par les soins du commissaire, les passagers remettent leurs dépêches écrites, le plus gros possible, au maître d'hôtel, qui les portera à M. Marcou. Celui-ci placera les dépêches sur le tableau, qui en peut contenir 54 et les photographiera ; après le développement, le virage et le fixage, il aura une preuve sur pellicule de 42 photographies de 54 cartes.

L'écriture sera divisée en douze et chaque morceau, c'est-à-dire une épreuve des 54 dépêches, sera confiée à un pigeon.

Douze pigeons seront expédiés. Il est bien rare, dans ces conditions, qu'un pigeon au moins n'arrive pas à son colonel, qui se trouve à Brest.

A Brest, l'opération inverse sera faite : sitôt le pigeon arrivé, sa dépêche sera prise, agrandie par projection et chaque carte réexpédiée par la poste à son destinataire.

Un avis qui a été affiché cet après-midi dans le salon des premières de la *Touraine* prévient les passagers que leurs dépêches devront être remises au maître d'hôtel, le lendemain matin. Les douze pigeons seront lâchés à huit heures, soit à environ 230 milles du point de départ. On saura donc demain soir quels résultats a donnés cette innovation, destinée à rendre d'utiles services aux voyageurs qui traversent l'Atlantique.

André Hofgaard.

Informations

Le Salon de 1899. — La Société des artistes français a élu hier les membres des jurys du Salon de 1899 :

Sculpture. — MM. Mengue, Falguère, Gaudier, Bourgeois (Max), Patey, Allar, Capellari, Carlier, Doubléard, Verlet, Dubois (H.), Levasseur, Aizelin, Er. Dubois, Michel, Morice, G. Le-maire, Bequet, Coutan, Larche, Delemer, Barrias, Peyrol, Loiseau-Rousseau, Gaudet, Rolard, Marquette, Vernon, Frémiet, A. Mercier.

Gravure et lithographie. — MM. Jules Jacquemart, Béraud, Patriot, Flameng, Mongin, Le Couton, Bouillard, Lefort, Maury, Siroy, Guillon, Audbert, Ruffe, Froment, Langeval, Léveillé.

Architecture. — MM. Pascal, Lorient, Laloux, Daumet, Mayeux, Redon, Coqueret, Vaudremier, Raulin, A. Normand, Moyaux, Scallier de Gisors, Guadet, Paulin.

Société de secours aux blessés militaires. — La Société française de secours aux blessés militaires, présidée par le général d'Auersperg, grand chancelier de la Légion d'honneur, fera célébrer, en l'église de la Madeleine, vendredi à dix heures, sous la présidence de S. Em. le cardinal Richard, archevêque de Paris, un service commémoratif pour les soldats et marins morts au service de la France.

Le T. R. P. Boulanger, des Frères prêcheurs, parlera après l'évangile.

On peut se procurer des cartes au secrétariat de la Société, 19, rue Matignon.

Un concert franco-russe. — La Société de bienfaisance russe, fondée il y a quelques années à Paris, et dont le Comité a eu successivement pour présidents M. de Giers, aujourd'hui ministre à Bruxelles, et M. Svetchnikov, premier secrétaire à l'ambassade de Russie à Paris, est une institution fort utile et fort intéressante. Afin d'augmenter les ressources de la Société, un grand concert instrumental et vocal, avec les concours d'artistes éminents français et russes, sera donné au commencement de

mai dans la salle du Châtelet. Nous publierons prochainement le nom des dames patronesses, le programme du concert et les autres indications nécessaires.

Avis. — C'est demain lundi qu'aura lieu, à la Place Clichy, la double Exposition que nous avons annoncée des toilettes d'été et des nouvelles créations d'ameublement et de tapisserie.

De jolies plantes grasses naturelles de différentes sortes seront offertes à toutes les visiteurs.

L'abondance des matières nous oblige à renvoyer à demain la suite du roman de M. Michel Corday : NOTRE MASQUE.

Figaro à la Bourse

Samedi 8 avril.

Les dépressions financières traversent l'Atlantique plus rapidement encore que les dépressions atmosphériques. C'est pourquoi la Bourse de New-York ayant été mauvaise par suite de la cherté de l'argent, le Stock-Exchange, où les valeurs américaines sont quotidiennement en lien avec les grosses transactions, a été lourd à son tour. D'autant plus lourd que sa liquidation de quinzaine commence lundi, ce qui est fait pour activer les réalisations. De même que Londres a faibli sur New-York, Berlin a faibli sur Londres. Au total, trois grands marchés ont été houleux. Que voulez-vous que nous fissions contre trois ? Nous n'avions qu'à céder à notre tour, et c'est ce que nous avons fait. En sorte que la semaine finit sur une grimace. Ah ! qu'on a donc bien fait, hier, de ne pas s'emballer !

Les réalisations, ici, ont tout naturellement porté sur les valeurs qui, précédemment, avaient montré le plus d'activité. Le *Suez* recule de 30 francs à 3,765. Le groupe *espagnol*, lui aussi, a été quelque peu éprouvé. L'Électrique perd 90 centimes à 58 90 après 58 87 et 59 37 aux cours extrêmes ; les moins-values sont de 8 à 9 francs sur le *Bon cubain* 6 0/0 à 277 et sur le 5 0/0 à 240 ; enfin, les titres des chemins espagnols ont sensiblement fléchi, les actions plus encore que les obligations.

Presque tout le reste a été entraîné, par un effet de répercussion qu'on s'explique facilement ; mais les moins-values ne sont nullement bien importantes. Notre 3 0/0 à 101 85 après 101 82 et 101 90 et le 3 1/2 0/0 à 103 52 ont perdu 10 et 2 centimes ; il est vrai qu'on comptait ils ont reculé de 20 et de 15 centimes. L'Italien passe de 95 40 à 94 85, après 94 30. Les 3 0/0 russes ne bougent pas, ainsi dire, pas, le 1891 à 93 35 et le 1896 à 93 75. Peu de mouvements, aussi, sur le 4 0/0 brésilien à 61 10, le 5 0/0 à 69 90, la *Minas-Geraes* à 333, l'*Espirito Santo* à 341. Ce dernier est même en avance. En avance également de 7 et de 2 centimes sont le *Turc C* à 26 87 après 25 70 et le *D* à 22 75 après 22 82. Le *général ottoman*, de son côté, gagne 2 fr. à 567.

La Banque de Paris est lourde à 1,025. Peu ou pas de variations sur le *Comptoir* à 607, le *Lyonnais* à 895, la *Société générale* à 578, la *Banque spéciale des Valeurs industrielles* à 227, le *Credit Industriel* à 630, le *Credit Foncier* à 757, la *Communauté* 1891 à 305 et la *Foncière* 1895 à 490, sont en léger progrès. C'est le cas aussi de la *Reute foncière* à 461.

Le Nord repart 10 fr. à 2,470 ; c'est la seule modification de la cote à terme des chemins de fer français. Le *Gaz* recule de 9 fr. à 2,220, la *Thomson-Houston* de 15 fr. à 4,550. Les *Voitures*, à terme, restent à leur cours d'hier, soit 680 ; mais ils perdent 18 fr. au comptant, et 687. L'*Oural-Volga* est calme à 524. Les *Chargers réunis* gagnent 15 fr. à 1,265 ; c'est ce que perd la *Sonovie* à 1,900. Le *Rio* recule de 1,069 à 1,063 après 1,059, la *De Beers* de 690 à 686. Les autres variations ne valent pas d'être mentionnées.

Le Boursier.

MINES D'OR

D'après les chiffres publiés hier et avant-hier, on a vu que la *Rosa Deep* travaille en ce moment avec 200 pions qui broyent environ 350,000 tonnes de minerai par an. La valeur moyenne de la tonne est de 54 fr. 75, les frais de 26 fr. 70, et le profit de 28 francs. D'après ces chiffres, donc, actuellement, le pied de 9,800,000 fr. par an, soit environ 23 fr. par action.

On doit prévoir, comme nous l'avons déjà dit, que dans le courant de l'année les frais tendront à diminuer et à se rapprocher de ceux de certaines compagnies similaires qui travaillent à 18 shillings (22 fr. 50) par tonne ; et, d'autre part, on peut prévoir, de sorte que les 260 pions pourront probablement fonctionner vers la fin de l'année.

L'accroissement de la batterie aura une double conséquence : 1° augmentation de la force de broyage de 350,000 à 425,000 tonnes par an ; 2° diminution des frais, probablement au-dessous de 18 shillings (22 fr. 50). En tablant sur un profit de 30 francs seulement par tonne au lieu de 28 francs comme maintenant, le bénéfice par action *Rosa Deep* s'élèverait à 30 francs, soit environ 12 0/0 du cours actuel, qui était hier, à Londres, de 40 1/4 livres sterling, soit 258 fr. 40.

Henry Dupont.

TÉLÉGRAMMES ET CORRESPONDANCES

Du 8 Avril

La tempête

avec rage sur les côtes, et la mer est démontée.

En entrant dans le port, le steamer français *Réaumur* a écrasé deux sloop pécheurs amarrés le long de la jetée.

Les équipages ont été sauvés.

Quimper. — La tourmente continue avec pluie et rafales furieuses. Jusqu'ici, on ne signale que quelques menus accidents de mer sur nos côtes ; mais on craint fort que le vent n'ait fait des ravages considérables dans les vergers, en brûlant et en arrachant les fleurs et les bourgeons des arbres fruitiers.

Brest. — La tempête est toujours très violente au large. La mer est démontée. On a de mauvaises nouvelles des ports de pêche.

A Crec'h-Maout, une gabarre s'est échouée ; à Audierne, hier, deux bateaux étaient en perdition ; aujourd'hui, le bateau de pêche n° 7,197 était en détresse, les six hommes d'équipage ont été recueillis par le bateau de sauvetage ; à M. de Tudy, on est sans nouvelles du bateau n° 1,646 ; à Port-Sainte-Marie, trois bateaux manquent et sont considérés comme perdus.

On craint d'autres sinistres.

M. Lockroy est arrivé ce soir à 10 heures 12, venant de Saint-Malo. Il s'est rendu directement à la préfecture maritime.

La Rochelle. — Le mauvais temps continue. Ce matin, à l'entrée du port, un canot monté par trois hommes a chaviré. Un des matelots s'est noyé. Il était marié et père de cinq enfants en bas âge. Le dundee *Saint-François-Sales* a perdu un homme, enlevé par un coup de mer. La nuit dernière, un bateau de pêche de La Rochelle a été jeté à la côte. L'équipage est en sûreté.

Blanc. — Une violente tempête règne sur le golfe de Gascogne.

Cet après-midi, un voilier désarmé s'est jeté à la côte, près de l'embouchure de l'Adour. L'équipage, composé de cinq hommes, s'est sauvé assez facilement, mais le voilier semble perdu.

Marseille. — Un violent ouragan du Nord-Ouest s'est abattu sur notre ville depuis ce matin.

La mer est démontée. Le *Sydney*, courrier de Chine, a dû se réfugier à l'Estaque, où six navires se trouvent déjà.

Après les sémaphores, une tempête d'ouest sévit dans les parages de la Corse et de la Sardaigne. On redoute des sinistres.

La neige

Vittel. — La neige couvre le sol, et la gelée cause de graves préoccupations aux agriculteurs.

Le voyage de M. Lockroy

Saint-Malo. — M. Lockroy, ministre de la marine, est arrivé hier soir par le train de 10 heures 35 et a été reçu par l'amiral Barrera, arrivé la veille. M. Lockroy est descendu à l'hôtel de la marine, chez le chef de service, M. Sennéclard, et l'amiral Barrera, avec son chef d'état-major, à l'hôtel Bellevue.

Par suite de la tempête de vent d'ouest, qui a soufflé hier toute la journée et cette nuit, la mer est démontée. L'accès aux forts extérieurs, que M. le ministre de la marine devait visiter, est impossible aujourd'hui.

Le président du Conseil au Pay

Le Pay. — D'après les derniers renseignements, M. Dupuy arrivera demain dimanche à midi.

A midi et demi il assistera à un banquet populaire pour lequel plus de sept cents cartes ont déjà été retenues.

Dans la soirée, après le banquet, il visitera les hospices.

De nombreuses notabilités, ainsi que plusieurs sociétés musicales, sont arrivées des divers cantons du département.

Toutes les sociétés et tous les syndicats de l'arrondissement assisteront lundi aux réceptions.

Le roi de Suède et Norvège à Pau

Pau. — Le roi de Suède et Norvège arrivera à Pau demain dimanche, à midi. Il descendra à la villa des Palmiers, chez M. de Lagrèze, petit-neveu de Bernadotte. Le Roi visitera le musée et le château Henri IV, plein des dons de son grand-père. Vers quatre heures le Roi visitera le nouveau palais d'hiver qui s'élève au centre du parc Beaumont, à l'extrémité du nouveau boulevard des Pyrénées ; là, un lunch sera offert par la municipalité.

L'orchestre municipal, dirigé par Edouard Brunel, donnera le lendemain un concert à la villa des Palmiers.

M. le Roi quittera Pau mardi matin. On a parlé dans la presse de l'achat de la maison où Bernadotte a vu le jour. C'est là une imagination de reporter... ou de propriétaire désireux de se débarrasser à bon prix d'un immeuble historique, mais qui tombe en ruine. Jamais il n'a été question, dans l'entourage du Roi, d'un tel projet.

Saint-Petersbourg. — Un nommé Luginov, domestique chez l'aide de camp général Manzey, à Moscou, a attenté à la vie du général en lançant plusieurs coups de couteau à la gorge.

Les blessures sont heureusement sans gravité.

Argus.

COURRIER DES THÉÂTRES

A l'Opéra : Leroy Cassandre, dans la *Prise de Troie*, que vient de chanter avec tant de succès Mlle Bréal au Conservatoire, n'a pas encore de titulaire définitive.

L'admirable voix de Mlle Delna est capable de réaliser bien des tours de force ; mais le rôle est-il écrit pour elle ?

Voilà ce qu'on se demande à l'Académie nationale.

La scène finale demanderait une tragédie lyrique, et s'adapterait par conséquent au talent de l'une et de l'autre. Que décideront les directeurs ? C'est la question que l'on se pose avec curiosité dans les milieux artistiques.

Mlle Calvé débutera le mois prochain à l'Opéra, dans le rôle d'Ophélie.

C'est Mlle Bréal qui créera le principal rôle de femme dans le *Lancelot* de M. Victor Jodière.

Mlle Aïno Aklé a appris hier soir, au moment où elle allait entrer en scène, sa nomination d'officier d'Académie par le ministre des beaux-arts.

La jeune artiste s'est surpassée encore dans le rôle d'Elisabeth dans *Le duc de Guise*, rôle écrit pour elle, tant elle y apporte de grâce mystique, de passion noble et d'éclat. Des ovations répétées ont consacré le nouveau triomphe de la jeune cantatrice et récompensé chaleureusement ses efforts couronnés d'un si rare bonheur.

La Comédie-Française : Coquelin cadet jouera ce soir pour le second fois le rôle de Tartuffe.

Le chef-d'œuvre de Molière sera accompagné sur l'affiche de *Bataille de dames*.

Mlle Leroy, de la Comédie-Française, fera un cours de diction raisonnée chez elle, le samedi (23, rue de Fleury).

A l'Opéra-Comique : Afin de pouvoir donner tout son temps aux répétitions de *Cent-Tonnes*, M. Albert Carré remet la reprise de *Joseph*, de Méhul, jusqu'aux premiers jours de mai.

La nouvelle œuvre de Massenet sera ainsi prête à passer dans la dernière semaine d'avril.

C'est le lundi 17 avril qu'aura lieu la première représentation du *Cygne*, le ballet de Lecoq.

M. Max Bouvet, qui vient de terminer à Monte-Carlo une brillante série de représentations, fera sa rentrée à l'Opéra-Comique demain lundi, dans le rôle de Marcel, de *la Vie de bohème*.

Pour la seconde représentation, M. Bouvet chantera mercredi le rôle d'Escamillo, de *Carmen*, avec, pour partenaires, Mme de Nuovina et M. Marchal, et vendredi il reprendra dans *Pédrito* son rôle de Pizarro ; ce même soir auront lieu les débuts de Mme Auguez-Montaland dans le rôle de Léonore.

Aujourd'hui, au théâtre Sarah-Bernhardt, en matinée, à 2 heures, aura lieu la dernière représentation de la *Saphirine*, d'Edmond Rostand.

Le soir, à 8 h. 1/2, reprise de la *Dame aux Camélias*, pièce en cinq actes, d'Alexandre Dumas fils, interprétée par Mme Sarah Bernhardt, dans le rôle de Marguerite Gauthier, et de M. P. Magnier, dans celui d'Armand Duval.

Le Gymnase donne aujourd'hui la toute dernière matinée du *Conseil judiciaire*.

COURSES A COLOMBES

Pendant que l'on donne *L'Amour mouillé* à Londres, on peut voir le sportsman trans

EAU D'HOUBIGANT

ERNEST DIAMANT CLAP IMITATION
Boulevard des Capucines, 24. - Prix bon marché.

HUNYADI JANOS

Eau purgative adoptée par les Hôpitaux.

ROYAL HOUBIGANT

Rien ne vaut le Benzine Collas pour enlever les taches.

Petites Annonces

La Ligne... 6 francs.
Par Diu... 5 francs.

La Ligne se compose de trente-six lettres.

PLAISIRS PARISIENS

MATINÉES

FRANÇAIS. - 1 h. - Othello.

OPERA-COMIQUE. - 1 h. 00. - Manon.

THEATRE SARAH-BERNHARDT. - 2 h. 00. - La Samaritaine.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

THEATRE ANTOINE. - 2 h. 00. - Les Capucines.

LES VIGNOLETTES

LES VIGNOLETTES. - 8 h. 1/2. - Un et un font trois. A qui le Cadeau? Le Moniteur de chez Maxim.

DEJAZET. - 8 h. 1/2. - Le Budget; Nounou.

THEATRE DE LA REPUBLIQUE. - 8 h. 1/2. - Le Chat botté.

BOUFFES DU-NORD. - 8 h. 1/2. - Le Contrôleur des Wagons-Lits.

BELLEVAL. - 8 h. 1/4. - L'Auberge du Tohu-Bohu.

MONTMARTRE. - 8 h. 00. - La Reine Margot.

CIRQUE D'HIVER. - 8 h. 1/2. - Spectacle équestre.

JARDIN D'ACCLIMATATION.

CINÉMATOGRAPHE. - 8 h. 1/2. - Le Salon indien.

Concerts et Auditions symphoniques

CONCERTS DU CONSERVATOIRE (2 h.).

Symphonie romantique (H. Berlioz). - La

Prise de Troie, 2^e et 3^e scènes du 1^{er} acte (H.

Berlioz). Mlle Bréval, M. Renaud. - Airs

de ballet d'Opéra en Audition: prélude,

andantino, gavotte (Glinka). - Chœur d'adultes

(M. Chabrier). - Ouverture de Patrie (Bizet).

CONCERTS-COLONNE (CHATEL) (2 h. 1/4).

Symphonie romantique (H. Berlioz). - 1^{re} Ré-

veries, passions; 1^{er} Un bal; 1^{er} III. Scène aux

champs; 1^{er} Marche au supplice; V. Sonate

d'une nuit du sabbat. - Concerto en la mi-

nor (R. Schumann). - Allegro affettuoso; II.

Intermezzo, Allegro vivace, M. L. J. Pa-

derewski. - Poème roumain (Georges Enesco),

en fa mineur (Chopin), nouvelle orchestration

de Richard Burmeister; I. Maestoso; II. La-

ghetto; III. Allegro vivace. M. L. J. Pa-

derewski. - Ouverture d'Euryanthe (Weber).

JARDIN D'ACCLIMATATION (3 h.).

L'Africain (Meyerbeer): Ouverture. - Scène

et air de Nélusko; M. G. Collinet. - Air du

Sonnet; Mlle Maindron. - Grand air de

Vasco; M. Escalier. - Entr'acte et marche

indienne: orchestre. - Scène du Mancelien;

Mme Maindron. - Balade de Vasco;

Mme Maindron. - Duo de Siska et de Vasco;

Mme Maindron et M. L. Escalier.

Spécialités, Plaisirs du Jour

FOUR-BERGÈRE. Téléphone 102.59

— 8 h. 1/2. - Othello.

LA LOIE FULLER. - Othello.

La Princesse au Sabbat, ballet, JANE THYLDA.

Jeu de dim. et de 1^{er} FOLIES-BERGÈRE

NOUVEAU CIRQUE. Téléphone 241.84

— 8 h. 1/2. - La Casse de

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LA CASSE DE LA CASSE DE

LES VIGNOLETTES

LES VIGNOLETTES. - 8 h. 1/2. - Un et un font trois. A qui le Cadeau? Le Moniteur de chez Maxim.

DEJAZET. - 8 h. 1/2. - Le Budget; Nounou.

THEATRE DE LA REPUBLIQUE. - 8 h. 1/2. - Le Chat botté.

BOUFFES DU-NORD. - 8 h. 1/2. - Le Contrôleur des Wagons-Lits.

BELLEVAL. - 8 h. 1/4. - L'Auberge du Tohu-Bohu.

MONTMARTRE. - 8 h. 00. - La Reine Margot.

CIRQUE D'HIVER. - 8 h. 1/2. - Spectacle équestre.

JARDIN D'ACCLIMATATION.

CINÉMATOGRAPHE. - 8 h. 1/2. - Le Salon indien.

Concerts et Auditions symphoniques

CONCERTS DU CONSERVATOIRE (2 h.).

Symphonie romantique (H. Berlioz). - La

Prise de Troie, 2^e et 3^e scènes du 1^{er} acte (H.

Berlioz). Mlle Bréval, M. Renaud. - Airs

de ballet d'Opéra en Audition: prélude,

andantino, gavotte (Glinka). - Chœur d'adultes

(M. Chabrier). - Ouverture de Patrie (Bizet).

CONCERTS-COLONNE (CHATEL) (2 h. 1/4).

Symphonie romantique (H. Berlioz). - 1^{re} Ré-

veries, passions; 1^{er} Un bal; 1^{er} III. Scène aux

champs; 1^{er} Marche au supplice; V. Sonate

d'une nuit du sabbat. - Concerto en la mi-

nor (R. Schumann). - Allegro affettuoso; II.

Intermezzo, Allegro vivace, M. L. J. Pa-

derewski. - Poème roumain (Georges Enesco),

en fa mineur (Chopin), nouvelle orchestration

de Richard Burmeister; I. Maestoso; II. La-

De 2,000 à 3,000 francs (Suite)

MAISON MODERNE R. S.-FERDINAND, 45 APPARTEMENTS de 1,500 à 3,000. A LOUER. BAUX APPARTEMENTS sur rue et avenue 3 salons, 3 et 4 ch., bains et 3 toilettes, inst. avec eau chaude, chauffage, ascenseurs, élect. téléph. avec Paris, gar. biev. 26, r. de Chartres, Neuilly-Pe. Maillet, 2,600 à 4,200. REZ-DE-CH., Av. MARCEAU 50, Midi, calor. 2,400. ENTRESOL et 1^{er} rue Maubeuge, 63 : 2,200 et 2,500.

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 221, MAISON NEUVE. APP. 3 ch., etc., toil., s.bains et office installés, ascens., calor., élect., belle vue, de 2,800 à 3,400 fr. S'adr. au gérant, M. ARNAUDON, 10, av. de Villiers. R. Soufflot, 19, pr. Luxembourg, bel Entresol, 2,500. RUE CAUMARTIN, 66, Bel APP. 3 ch. 2,200 fr.

De 3,000 à 5,000 francs

BEL APP. confort., vue s^r jardins, 9, rue Moncey. A. V. JULES-LEIN, 22, 4 chamb. à couch., toil. moderne, bain, calor., 1^{er} et 2^e étage, 3,300 fr. RUE de la Tour, 79, MAISON d'angle, 1^{er} et 2^e sal., 4 chamb., toil., s. à mang., bain, etc., calor., asc., 3,800. S'adr. M. ARNAUDON, av. de Villiers, 10.

Au-dessus de 5,000 francs

BEAUX APPARTEMENTS, 1, à La Muette, BEAUX APP. vue s^r Bois, confort moderne; calor., ascens., m^{re} charges, élect. téléph., remise bicyclette, etc., 6^e ch., 2 toilettes, 2 salons, sal. billard, 4 et 5 chamb., salle de bains, toilette, 2 w.-c., etc. 6 à 9,000 fr. A. V. H^{er} Martin, 87, Vae. G^{de} App. 4^e entres., 2 sal., 6 ch., 2 toilettes, 2 bain, toil., asc., m.-ch., tap. Net 5,000. Sompt APP. form. HOTEL, 11, r. de Laborde, 13,000.

AVEN. CH.-ELYSEES, 21 (Rond-Point), G^{de} APP. 1^{er} et 2^e sal., 5 chamb. à couch., s. à mang., service, 6,000 fr. S'adr. M. RICARD, 56, rue de la Victoire.

R. de LISBONNE, 58, 2^e étage, 2 sal., s. à mang., 6 ch., toil., sal. de bains, ascens., calor., 12,000 fr. Av. de Messine, 15, Bel APP. asc., calor., 5,500 fr.

Maisons et Hôtels

5,200, BEL HOTEL, confort mod^{er}, 14, r. Pomeroy. A LOUER DE SUITE, à proximité du Bois : VILLA DES TERRES, 96, avenue des Terres. DEUX HOTELS tout neufs, comprenant : 2 salons, 5 chambres, toilettes, bain, atelier, billard, jardin, remise pour automobile. Prix : 6,500 fr. — S'adresser sur place.

Appartements et Maisons meublés

APPART. meubl., 25, sur rue, au Midi, 3 ch., salon, salle à manger, cuis., 38, r. du Mont-Thabor. Etiole, APP. meubl., 14, av. Carnot, 4 ch., sal., etc. 4,000. On dem. à louer pr. 414, toil., confort. APP. meubl., quart. ETOILE ou voisin. Bois. Ec. V.X.X. Figaro.

Boutiques et Locaux industriels

AUX PROPRIETAIRES-GERANTS. Joli commerce de Modes Confections, cherche dans quartier neuf, BOUTIQUE d'un prix très doux et dont le propriétaire soit disposé à abandonner la première année de location. Ecrite V. 33, au Figaro.

A LOUER, BOUTIQUE occupée depuis 18 ans par des pharmaciens. S'adr. av. Victor-Hugo, 11. A. V. NIEL, 9, VASTES LOCAUX, habitats, etc., à louer en principale location, BELLE PROPRIÉTÉ de 800 mètres de superficie, sur quoi, à 5 minutes de la nouvelle gare d'Orléans, au quai d'Orsay. S'adr. à M^{re} BLANCHET, notaire, 11, rue Beaujolais.

Environ de Paris

V^{er} dist. off. CH. et PENSION à étrangers, int^{er} conf. s^r jard. M^{re} BOUVRET, 122, av. Neuilly-sur-Seine. A LOUER, à SEGRATIN, GRANDE VILLA très bien meublée, Jardin 4,000 m², S'adresser sur place au Jardinier, 5, av. Girardon, et avenue Barbe-Bleue, 17.

VERNON (Eure), BELLE MAISON MEUBLEE à LOUER pour 2, 3, 4 mois, 6 lits de maîtres, 2 de domest. Belle vue, Eau, gaz, GRAND JARDIN de 4,000 m². — S'ad. à M^{re} RIVET, notaire.

BAUX APPARTEMENTS de suite, 12 à 1,600, près gare BANLIERES, 9, r. Station, PAVILL^{on}, 800 à 1,600.

A LOUER BELLE PROPRIÉTÉ aux environs d'Orsay, à CHATEAU, dépendances, potager et Parc de 30 hect. — Lac et rivière de l'Orge. CHATEAU DE MORSANG, par Savigny-sur-Orge (Seine-et-Oise). — Pour tous renseignements, s'adresser à M^{re} TELLIER, notaire, 10, rue St-Lazare, et à M^{re} ROZEZOT, avoué, 3, rue d'Alger, Paris.

VILLA DES ROCHERS, Parc Malmaison, RUEIL (S.-et-O.), 1^{er} meubl., 5,500. Riv. casc. omb. 6,000. Ecur., rem. S'y ad. ou Moulin, 4, r. de Laborde, Paris.

A LOUER, 1 h. Paris (St-Lazare), voiture comprise, A. pr. Confians, Tril, Vaux, CHATEAU DE BOIS-MONT, parc, jardins potagers, belle vue et chasse 120 hect. bois. — M. Hink, rue Mozart, 71, Paris.

SAISON D'ÉTÉ — A louer à BRUNOY, 1/2 heure de Paris, PROPRIÉTÉ meublée, entretenue à l'année, 52,000 m² parc admirablement boisé, vastes potagers, pr. au bord rivière d'Yères, écurie et remise, 3,500 francs. S'adresser HUILE 11, rue Bolivar, Paris.

MONTMORENCY, fin de bail, G^{de} MAISON avec jardin. Saison 1,000. S'ad. 7, rue des Basses-Bois.

SEVRES, Occasion : A louer MAISON meubl., agence av. grand confort, vue magn. sur gare Sèvres rive gauche, salon, salle à manger, 4 chamb., maitr., 3 cab. toil., 2 chamb. domestiques, salle bains, ling., 2 water-closets, Abri bicyc. Beau jard. S'y ad. 12, rue des Grés (S.-et-O.).

CHATEAU MEUBLE ou non, à louer de suite, Chêne Est, 1 h 1/2 Paris, 16 trains, chasse, 300 hect. bois, pr. r. r. Parc 170 hectares. Grande pièce d'eau, rivière sauvage, lièvres, perdreaux, lapins, faisans, etc., 12 minutes gare petite ville. S'adr. de Ridder, notaire, 4, rue Perrault, Paris.

A LOUER, 12^e de Paris, VILLA rich. meubl. Jol. ombr., bel. vue, prox. Bois Boulogne. Trains ch. 15^e gar. Montparnasse, St-Lazare, tram. V. Louvre. S-Germain-des-Prés, 2 sal., sal. à m., vérand., cuis., 4 ch. maitr., cab. toil., sal. de bains, calor., écur., rem., eau s^r. Ec. pr. phot. L.C. 47, r^{te} Clamart, Issy-Seine.

DANS VILLA, à 20 min. de Paris, près d'un bois, on offre ch^{re} et pens. (vue de fam.). Ec. V.R.5, Figaro.

BELLE PROPRIÉTÉ MEUBLEE, 40 min. Paris, PETIT QUINCY, par Brunoy, 7 hectares, bois, rivière, parc, droit de pêche, 3,500 pour la saison. S'adresser, pour renseignements, 71, rue Rivoli, matin.

Départements

A LOUER, CHATEAU meubl., 12 kil. de TOURS, chasse sur 600 hect. S'adr. B^{re} Haussmann, 113.

Bains de Mer

G^{de} VILLA bain mer, meublée. Voir répertoire.

Agences de Locations

SAISON 1899, CHATEAUX, VILLAS, etc., à louer et à vendre. S'adr. TIFPER, 22, rue des Capucines. 350 fr. ENTRESOL, 3^e r. Vignon, bien meubl., à louer. 250 Joli ENTRESOL, 3^e r. Fresnel. S'y ad. M^{re} Downie 150^e pr. mois. Priv. BEL APP. meubl., 10, r. Pasquier. A louer Joli APP. meubl., 10, r. Pasquier. Occasion.

Le Gérant responsable : A. BOREL.

Paris. — D. CASSIGNOL, imprimeur, 23, rue Drouot. (Imprimerie du Figaro). — Eacre LORILLEUX.

Imprimé sur les nouvelles machines rotatives à six pages de MARINONI.

MAISON DU Petit Saint-Thomas
Rue du Bac - PARIS

Exposition des Toilettes d'Eté

Le Complet-Veston
en Drap Cheviot pure laine bleu marine ou noir, ou en Cheviot Thibet toutes nuances. (Veston, Gilet et Pantalons).
Prix sans précédent 29.
LA CAPE ANGLAISE en Feutre noir, 1^{re} Marque... 4.90

Le Costume
Fait par Tailleur, en Cover-Cost toutes nuances nouvelles, ou en Serge anglaise noire et marine, Jaquette double Soie fantaisie, Jupe et Jaquette garnies piquées... 29.
LE CHAPEAU en Paille, noué coquillé, avec Ruche Mousseline et couteaux Pélican... 4.90

DERNIER GENRE
Au Petit Saint-Thomas
29 fr.
L'un ou l'autre Costume

FRANCO
Catalogue et Echantillons

DEMAIN LUNDI : A tous les Comptoirs, Grandes Occasions

PRETS 3.50% SUR MAISONS, NU-PROPRIÉTÉS, SUCCESSIONS, etc. (à l'insu de l'usufruitier). — BANQUE FRANÇAISE, 18, B^{re} Montmartre, Paris. TELEPHONE

EVIAN SOURCE CACHAT
EAU DE TABLE LA PLUS PURIFIÉE
VOIES URINAIRES - GRAVELLE - GOUTTE - FOIE - ESTOMAC
18, Rue Favart, PARIS

EXERCICE 1899 — 30^e ANNÉE

ADRESSE TELEGRAPHIQUE
WARRANTS-DOUANE-PARIS

SAISIES-WARRANTS

PROTESTÉS, MARCHANDISES ABANDONNÉES EN DOUANE, DANS LES GARES, VENTES JUDICIAIRES, etc., etc.

(En vertu de la loi du 23 mai 1863, du décret du 29 août 1863, de l'article 7 de la loi du 28 mai 1858, du décret du 30 mai 1863 et de l'article 27 du règlement d'Administration publique de la loi du 28 mai 1858).

4, RUE DE LA DOUANE, 4

VENTE spéciale jusqu'à concurrence de 53 lots de 36 bouteilles de grands Vins, Cognac et Champagne, dont le détail suit, au prix exceptionnel de 69 FRANCS le lot de 36 bouteilles, rendu à domicile à Paris, ou franco gare en province.

4 bouteilles : Chateau Cos-d'Estournel, estampé et millésimé.
4 — Chateau Clos-du-Pape (Léognan), estampé et millésimé.
4 — Chateau Montrose-Dolfin (année 1891), estampé et mill.
4 — Ch. Haut-Brion-Lavie (Léognan), an. 1873, est. et mill.
4 — Graves (Bordeaux blanc).

4 bouteilles : Chateau Suduiraut (année 1880), 1^{er} cru Sauternes.
4 — Chablis Montagne (Bourgogne blanc).
4 — Montin-à-Vent (Bourgogne rouge).
4 — Cognac (M. Sénéchal, de Cognac, old).
4 — Champagne, baron de St-Prest, Epernay (cuvée réservée).

Ce Lot représente, au cours, une valeur de 138 fr. et sera vendu 69 francs, rendu franco Paris ou franco gare province.

(CES LOTS SERONT LIVRÉS OU EXPÉDIÉS, JUSQU'À CONCURRENCE DE 53 LOTS, D'APRÈS L'ORDRE D'ARRIVÉE DES DEMANDES)

3 salons n^{rs} Louis XIV, sculptés, bonne soierie, valeur 330 fr. à 225 l'un ;
1 salon laque Louis XVI à médaillons, copie de l'ancien, valeur 680 fr. 300 fr. ;
1 salon Empire, n^{rs}, val. 550 à 360 fr. ;
2 coins Venitiens n^{rs}, copie de Cluny, valeur 120 fr. à 60 fr. l'un ;
1 salon rocaille à marquises, soierie de style, valeur 1,100 fr. à 630 fr. ;
6 fauteuils Henri II, valeur 120 fr. à 75 fr. ;
1 salon transition, sculpté en plein bois, mis en vente à 630 fr. ;
1 bergère Louis XVI bois doré à l'eau, soierie brochée, val. 1,300 fr. à 700 fr. ;
1 chaise longue en 3 pièces, sculptures fines, étoffe rare, valeur 600 fr. à 350 fr. ;
1 important salon bois doré, tapisserie de Nîmes à personnages, sujets Watteau, val. 3,000 fr. à 1,600 fr. ;
1 lot de bergères de tous styles ;
Quantité considérable d'autres salons, chaises de fantaisie, etc., à vendre au tiers de leur valeur ;

Tous ces mobiliers sont neufs et garantis éternel animal pur.

Marbres anciens et modernes, originaux garantis. Plus de 300 Bronzes de Moreau, Kinsburger, Rancoulet, Mariott, Carrier-Belleuse, Bartholdi, Ogé, etc., etc. — Lustres de tous styles, appareils à électricité, zincs d'art pour jardins, un lot fer forgé artistique. — Coffres-forts, chemises marbre et bois. — Bibliothèques toutes tailles, tableaux.

Quantité de Bijoux pour corbeilles. — Toiles pour trousseaux. Etoffes d'ameublement. Suspensions. Chenets. Garnitures de cheminées. Chemises en marbre et quantités d'autres marchandises au tiers de leur valeur réelle.

1 salle à manger comprenant : buffet à niches, panneaux sculptés dans la masse, 6 chaises noyer et cuir (à ressorts), table 3 rallonges assorties, valeur 680 fr., à 615 fr. ;
1 d^{re} Louis XV, buffet petits carreaux, servant de table, valeur 1,400 fr. à 910 fr. ;
3 salles à manger complètes à 440 fr. l'une.
1 superbe salle à manger François I^{er}, panneaux sculptés dans la masse, noyer deux tons : buffet, panetière, 6 chaises maroquin et table à rallonges d'accompagnement, valeur 2,500 fr. à 1,330 fr. ;
1 lot de 88 buffets panetières, servantes, tables à vendre séparément ;
4 chambres à coucher complètes noyer frisé, armoire à glace à biseaux (Saint-Gobain) et sommier à soufflet. Valeur 650 à 335 fr. ;
1 chambre, armoire à 2 glaces, lit de milieu grand modèle, valeur, 1,050 à 675 fr. ;
1 chambre, armoire à 2 portes, panneaux galbés et bombés, sculptures fines, intérieur en érable satiné, tiroirs à bijoux (Exposition) valeur, 2,500 à 1,400 fr. ;
1 chambre Louis XV, armoire à trois portes, côtés galbés, 2 tables de nuit, valeur 3,000 à 1,800 fr. ;
1 superbe lavabo, valeur, 1,850 à 850 fr. ;
Quantité d'autres chambres complètes de tous styles à tous prix.

Warrants 7,210 à 7,233. — VINS EN CERCLES
Tous ces vins sont garantis naturels
Vins de Bordeaux à 95 fr. et 124 fr. la barrique
Vins blancs extra à 135 fr. la barrique
Grand vin Chateau-Lafite à 220 fr. la barrique (Droits d'entrée en sus)

Quantité de vins de grands crus authentiques, Bordeaux, Bourgogne, Champagne, Rhum, Cognac. 300 douzaines couverts métal blanc, style Louis XV et modèle russe, à 5 fr. 95 les 15 pièces. (Un assortiment d'argenterie au bas cours.

Se méfier des contrefacteurs
TOUTES NOS MARCHANDISES SONT ABSOLUMENT GARANTIES SUR FACTURE
Les marchandises pourrout, à la volonté des acheteurs, être conservées SANS FRAIS pendant plusieurs mois à leur disposition
EXPEDITION contre mandat-poste, chèque ou lettre de crédit à l'ordre du Directeur de l'ENTREPOT DES TISSUS

4, RUE DE LA DOUANE, 4

Contre les Maux d'Estomac et les Digestions difficiles
LIQUEUR NORMALE
AUX TROIS FERMENTS
(Pepsine, Diastase et Pancréatine)
PHARMACIE NORMALE
17-19, rue Drouot. — Rue de Provence, 15-17

PLACEMENT Pour se créer un Capital, une Revenu ou doter un Enfant, demandez le Tarif de la C^{ie} d'Assurances la GRESHAM, établie en 1854 à LONDRE, 30, Rue de Provence.

PANAMA A LOTS
Payables 5 francs par mois pendant 28 mois
TIRAGE : 25 AVRIL
GROS LOTS 500,000 ET 100,000 fr.
Propri. complète du titre des 1^{ers} versement. Droit aux 377 tirages à venir (6 par an). Rembours. à 400 fr. Envoi mandat-poste ou timbre Cl. MORIN, 23, Chaussée d'Antin, Paris. — Téléphone 133.07.
SÉCURITÉ ABSOLUE
BONS EXPOSITION 1900 : 2 francs par mois pendant 24 mois

DERNIERS BILLETS LOTERIE
des ENFANTS TUBERCULEUX (Hôpital d'Orléans)
Capital 100,000 fr. — Lots 20,000 fr.
GROS LOT (Valeur garantie) 10,000 fr. — 1^{er} lot, 20,000 fr. — 2^e lot, 10,000 fr. — 3^e lot, 5,000 fr. — 4^e lot, 2,000 fr. — 5^e lot, 1,000 fr. — 6^e lot, 500 fr. — 7^e lot, 250 fr. — 8^e lot, 125 fr. — 9^e lot, 62 fr. 50. — 10^e lot, 31 fr. 25. — 11^e lot, 15 fr. 62. — 12^e lot, 7 fr. 81. — 13^e lot, 3 fr. 90. — 14^e lot, 1 fr. 95. — 15^e lot, 0 fr. 97. — 16^e lot, 0 fr. 48. — 17^e lot, 0 fr. 24. — 18^e lot, 0 fr. 12. — 19^e lot, 0 fr. 06. — 20^e lot, 0 fr. 03. — 21^e lot, 0 fr. 01. — 22^e lot, 0 fr. 00. — 23^e lot, 0 fr. 00. — 24^e lot, 0 fr. 00. — 25^e lot, 0 fr. 00. — 26^e lot, 0 fr. 00. — 27^e lot, 0 fr. 00. — 28^e lot, 0 fr. 00. — 29^e lot, 0 fr. 00. — 30^e lot, 0 fr. 00. — 31^e lot, 0 fr. 00. — 32^e lot, 0 fr. 00. — 33^e lot, 0 fr. 00. — 34^e lot, 0 fr. 00. — 35^e lot, 0 fr. 00. — 36^e lot, 0 fr. 00. — 37^e lot, 0 fr. 00. — 38^e lot, 0 fr. 00. — 39^e lot, 0 fr. 00. — 40^e lot, 0 fr. 00. — 41^e lot, 0 fr. 00. — 42^e lot, 0 fr. 00. — 43^e lot, 0 fr. 00. — 44^e lot, 0 fr. 00. — 45^e lot, 0 fr. 00. — 46^e lot, 0 fr. 00. — 47^e lot, 0 fr. 00. — 48^e lot, 0 fr. 00. — 49^e lot, 0 fr. 00. — 50^e lot, 0 fr. 00. — 51^e lot, 0 fr. 00. — 52^e lot, 0 fr. 00. — 53^e lot, 0 fr. 00. — 54^e lot, 0 fr. 00. — 55^e lot, 0 fr. 00. — 56^e lot, 0 fr. 00. — 57^e lot, 0 fr. 00. — 58^e lot, 0 fr. 00. — 59^e lot, 0 fr. 00. — 60^e lot, 0 fr. 00. — 61^e lot, 0 fr. 00. — 62^e lot, 0 fr. 00. — 63^e lot, 0 fr. 00. — 64^e lot, 0 fr. 00. — 65^e lot, 0 fr. 00. — 66^e lot, 0 fr. 00. — 67^e lot, 0 fr. 00. — 68^e lot, 0 fr. 00. — 69^e lot, 0 fr. 00. — 70^e lot, 0 fr. 00. — 71^e lot, 0 fr. 00. — 72^e lot, 0 fr. 00. — 73^e lot, 0 fr. 00. — 74^e lot, 0 fr. 00. — 75^e lot, 0 fr. 00. — 76^e lot, 0 fr. 00. — 77^e lot, 0 fr. 00. — 78^e lot, 0 fr. 00. — 79^e lot, 0 fr. 00. — 80^e lot, 0 fr. 00. — 81^e lot, 0 fr. 00. — 82^e lot, 0 fr. 00. — 83^e lot, 0 fr. 00. — 84^e lot, 0 fr. 00. — 85^e lot, 0 fr. 00. — 86^e lot, 0 fr. 00. — 87^e lot, 0 fr. 00. — 88^e lot, 0 fr. 00. — 89^e lot, 0 fr. 00. — 90^e lot, 0 fr. 00. — 91^e lot, 0 fr. 00. — 92^e lot, 0 fr. 00. — 93^e lot, 0 fr. 00. — 94^e lot, 0 fr. 00. — 95^e lot, 0 fr. 00. — 96^e lot, 0 fr. 00. — 97^e lot, 0 fr. 00. — 98^e lot, 0 fr. 00. — 99^e lot, 0 fr. 00. — 100^e lot, 0 fr. 00. — 101^e lot, 0 fr. 00. — 102^e lot, 0 fr. 00. — 103^e lot, 0 fr. 00. — 104^e lot, 0 fr. 00. — 105^e lot, 0 fr. 00. — 106^e lot, 0 fr. 00. — 107^e lot, 0 fr. 00. — 108^e lot, 0 fr. 00. — 109^e lot, 0 fr. 00. — 110^e lot, 0 fr. 00. — 111^e lot, 0 fr. 00. — 112^e lot, 0 fr. 00. — 113^e lot, 0 fr. 00. — 114^e lot, 0 fr. 00. — 115^e lot, 0 fr. 00. — 116^e lot, 0 fr. 00. — 117^e lot, 0 fr. 00. — 118^e lot, 0 fr. 00. — 119^e lot, 0 fr. 00. — 120^e lot, 0 fr. 00. — 121^e lot, 0 fr. 00. — 122^e lot, 0 fr. 00. — 123^e lot, 0 fr. 00. — 124^e lot, 0 fr. 00. — 125^e lot, 0 fr. 00. — 126^e lot, 0 fr. 00. — 127^e lot, 0 fr. 00. — 128^e lot, 0 fr. 00. — 129^e lot, 0 fr. 00. — 130^e lot, 0 fr. 00. — 131^e lot, 0 fr. 00. — 132^e lot, 0 fr. 00. — 133^e lot, 0 fr. 00. — 134^e lot, 0 fr. 00. — 135^e lot, 0 fr. 00. — 136^e lot, 0 fr. 00. — 137^e lot, 0 fr. 00. — 138^e lot, 0 fr. 00. — 139^e lot, 0 fr. 00. — 140^e lot, 0 fr. 00. — 141^e lot, 0 fr. 00. — 142^e lot, 0 fr. 00. — 143^e lot, 0 fr. 00. — 144^e lot, 0 fr. 00. — 145^e lot, 0 fr. 00. — 146^e lot, 0 fr. 00. — 147^e lot, 0 fr. 00. — 148^e lot, 0 fr. 00. — 149^e lot, 0 fr. 00. — 150^e lot, 0 fr. 00. — 151^e lot, 0 fr. 00. — 152^e lot, 0 fr. 00. — 153^e lot, 0 fr. 00. — 154^e lot, 0 fr. 00. — 155^e lot, 0 fr. 00. — 156^e lot, 0 fr. 00. — 157^e lot, 0 fr. 00. — 158^e lot, 0 fr. 00. — 159^e lot, 0 fr. 00. — 160^e lot, 0 fr. 00. — 161^e lot, 0 fr. 00. — 162^e lot, 0 fr. 00. — 163^e lot, 0 fr. 00. — 164^e lot, 0 fr. 00. — 165^e lot, 0 fr. 00. — 166^e lot, 0 fr. 00. — 167^e lot, 0 fr. 00. — 168^e lot, 0 fr. 00. — 169^e lot, 0 fr. 00. — 170^e lot, 0 fr. 00. — 171^e lot, 0 fr. 00. — 172^e lot, 0 fr. 00. — 173^e lot, 0 fr. 00. — 174^e lot, 0 fr. 00. — 175^e lot, 0 fr. 00. — 176^e lot, 0 fr. 00. — 177^e lot, 0 fr. 00. — 178^e lot, 0 fr. 00. — 179^e lot, 0 fr. 00. — 180^e lot, 0 fr. 00. — 181^e lot, 0 fr. 00. — 182^e lot, 0 fr. 00. — 183^e lot, 0 fr. 00. — 184^e lot, 0 fr. 00. — 185^e lot, 0 fr. 00. — 186^e lot, 0 fr. 00. — 187^e lot, 0 fr. 00. — 188^e lot, 0 fr. 00. — 189^e lot, 0 fr. 00. — 190^e lot, 0 fr. 00. — 191^e lot, 0 fr. 00. — 192^e lot, 0 fr. 00. — 193^e lot, 0 fr. 00. — 194^e lot, 0 fr. 00. — 195^e lot, 0 fr. 00. — 196^e lot, 0 fr. 00. — 197^e lot, 0 fr. 00. — 198^e lot, 0 fr. 00. — 199^e lot, 0 fr. 00. — 200^e lot, 0 fr. 00. — 201^e lot, 0 fr. 00. — 202^e lot, 0 fr. 00. — 203^e lot, 0 fr. 00. — 204^e lot, 0 fr. 00. — 205^e lot, 0 fr. 00. — 206^e lot, 0 fr. 00. — 207^e lot, 0 fr. 00. — 208^e lot, 0 fr. 00. — 209^e lot, 0 fr. 00. — 210^e lot, 0 fr. 00. — 211^e lot, 0 fr. 00. — 212^e lot, 0 fr. 00. — 213^e lot, 0 fr. 00. — 214^e lot, 0 fr. 00. — 215^e lot, 0 fr. 00. — 216^e lot, 0 fr. 00. — 217^e lot, 0 fr. 00. — 218^e lot, 0 fr. 00. — 219^e lot, 0 fr. 00. — 220^e lot, 0 fr. 00. — 221^e lot, 0 fr. 00. — 222^e lot, 0 fr. 00. — 223^e lot, 0 fr. 00. — 224^e lot, 0 fr. 00. — 225^e lot, 0 fr. 00. — 226^e lot, 0 fr. 00. — 227^e lot, 0 fr. 00. — 228^e lot, 0 fr. 00. — 229^e lot, 0 fr. 00. — 230^e lot, 0 fr. 00. — 231^e lot, 0 fr. 00. — 232^e lot, 0 fr. 00. — 233^e lot, 0 fr. 00. — 234^e lot, 0 fr. 00. — 235^e lot, 0 fr. 00. — 236^e lot, 0 fr. 00. — 237^e lot, 0 fr. 00. — 238^e lot, 0 fr. 00. — 239^e lot, 0 fr. 00. — 240^e lot, 0 fr. 00. — 241^e lot, 0 fr. 00. — 242^e lot, 0 fr. 00. — 243^e lot, 0 fr. 00. — 244^e lot, 0 fr. 00. — 245^e lot, 0 fr. 00. — 246^e lot, 0 fr. 00. — 247^e lot, 0 fr. 00. — 248^e lot, 0 fr. 00. — 249^e lot, 0 fr. 00. — 250^e lot, 0 fr. 00. — 251^e lot, 0 fr. 00. — 252^e lot, 0 fr. 00. — 253^e lot, 0 fr. 00. — 254^e lot, 0 fr. 00. — 255^e lot, 0 fr. 00. — 256^e lot, 0 fr. 00. — 257^e lot, 0 fr. 00. — 258^e lot, 0 fr. 00. — 259^e lot, 0 fr. 00. — 260^e lot, 0 fr. 00. — 261^e lot, 0 fr. 00. — 262^e lot, 0 fr. 00. — 263^e lot, 0 fr. 00. — 264^e lot, 0 fr. 00. — 265^e lot, 0 fr. 00. — 266^e lot, 0 fr. 00. — 267^e lot, 0 fr. 00. — 268^e lot, 0 fr. 00. — 269^e lot, 0 fr. 00. — 270^e lot, 0 fr. 00. — 271^{e</}